

# ARGUMENTAIRE

Initiative populaire fédérale  
« Pas de Suisse à 10 millions !  
(initiative pour la durabilité) »



25 juin 2023

## Sommaire

1. Contenu de l'initiative en bref .....	3
2. Texte de l'initiative .....	4
3. Historique résumé de l'initiative pour la durabilité .....	5
4. Évolution de la population suisse .....	9
5. Thématization dans les médias et le monde scientifique .....	12
6. Croissance démographique : comparaisons .....	16
7. Augmentation des surfaces d'habitation et de la construction de logements	19
8. Embouteillages : la situation est dramatique .....	21
9. Pénurie de personnel qualifié : le cercle vicieux .....	22
10. Un système social mis à mal .....	25
11. Des écoles surchargées .....	26
12. Une consommation d'électricité qui ne cesse d'augmenter .....	28
13. De moins en moins d'espaces verts, noyés sous le béton .....	31
14. L'immigration empêche la réalisation des objectifs climatiques .....	32
15. Disparition des surfaces cultivées et des exploitations agricoles .....	33
16. Augmentation de la consommation d'eau potable .....	34
17. Conclusion .....	35

## 1. Contenu de l'initiative en bref

Initiative pour la durabilité

**Pas  
de Suisse à  
10 millions !**



L'immigration incontrôlée vers notre pays fait planer sur nous l'ombre d'une Suisse à 10 millions de personnes. Après l'afflux net de 180'000 personnes l'an dernier (2022), ce qui correspond à la population du canton de Bâle-Ville, il faut enfin agir, car une Suisse à 10 millions surcharge nos infrastructures, congestionne notre système de santé et nos assurances sociales suisses, détruit notre nature et fait encore augmenter les loyers.

Puisque les politiciens de Berne ne font rien, la population doit désormais agir. Signez, vous aussi, notre initiative populaire et dites ...

- ✓ **OUI au développement durable de la population au lieu d'une immigration incontrôlée et effrénée.**
- ✓ **OUI à une Suisse dont la population résidente permanente ne dépassera pas 10 millions de personnes avant 2050.**
- ✓ **OUI à la protection de l'environnement et à la conservation durable des ressources naturelles.**

**Les objectifs que nous voulons atteindre par le biais de cette initiative :**

- Une croissance démographique durable plutôt qu'une explosion démographique incontrôlée et non maîtrisée ;
- une Suisse dont la population résidente permanente ne doit pas dépasser les 10 millions de personnes d'ici à 2050.

**Comment comptons-nous y parvenir ?**

- La Confédération doit veiller à ce que ce seuil limite soit respecté ;
- la Confédération et les cantons sont tenus, dans le cadre de leurs compétences, de prendre des mesures pour une croissance démographique durable ;
- la protection de l'environnement et la préservation durable des ressources naturelles doivent être prises en considération ;
- l'efficacité et les capacités de nos infrastructures, de notre système de santé et des assurances sociales suisses doivent être maintenues ;

- dans le cas où la population résidente permanente dépasserait les 9,5 millions d'ici à 2050 :
  - le Conseil fédéral et le Parlement sont tenus de mettre en œuvre des mesures permettant de garantir le respect du seuil limite de 10 millions, en particulier dans le domaine de l'asile et du regroupement familial ;
  - les personnes admises à titre provisoire ne doivent plus obtenir d'autorisation de séjour ou d'établissement, ni la nationalité suisse, ni quelque autre droit de rester que ce soit. Sont réservées les dispositions impératives relevant du droit international public ;
  - le Conseil fédéral renégocie les accords internationaux, contraignants ou non, qui encouragent la croissance démographique, ou met en place des clauses d'exception ou de sauvegarde ;
- si la population résidente permanente devait dépasser les 10 millions de personnes :
  - le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale sont tenus de prendre toutes les mesures à leur disposition pour garantir le respect du seuil limite et, à cet effet, de dénoncer les accords internationaux à la première échéance possible, notamment le Pacte mondial sur les migrations de l'ONU, si la Suisse l'a ratifié ;
  - l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE doit être résilié à la première échéance possible si, dans le cas où le seuil limite de 10 millions pour ce qui concerne la population résidente permanente devait ne pas être respecté, aucune clause d'exception ou de sauvegarde n'a pu être négociée ou n'a pu être invoquée pour faire respecter ce seuil limite dans les deux ans suivant le premier dépassement.

## 2. Texte de l'initiative

### Texte de l'initiative populaire fédérale « Pas de Suisse à 10 millions (initiative pour la durabilité) ».

La Constitution est modifiée comme suit :

<i>Art. 73a</i> Développement durable de la population
<sup>1</sup> La population résidante permanente de la Suisse ne doit pas dépasser dix millions de personnes avant l'année 2050. À partir de 2050, le Conseil fédéral peut, par voie d'ordonnance, adapter chaque année cette valeur limite en fonction de l'accroissement naturel. La Confédération s'assure que la valeur limite est respectée.
<sup>2</sup> Dans les limites de leurs compétences respectives, la Confédération et les cantons prennent des mesures pour assurer un développement durable de la population, en particulier en vue de protéger l'environnement et dans l'intérêt de la conservation durable des ressources naturelles, de la performance des infrastructures, des soins et des assurances sociales suisses.

<sup>3</sup> La population résidante permanente comprend l'ensemble des personnes de nationalité suisse ayant leur domicile principal en Suisse ainsi que l'ensemble des personnes de nationalité étrangère disposant d'un titre de séjour d'une durée minimale de douze mois ou séjournant en Suisse depuis au moins douze mois.

*Art. 197 ch. 15<sup>1</sup>*

*15. Disposition transitoire ad art. 73a (Développement durable de la population)*

<sup>1</sup> Si la population résidante permanente de la Suisse dépasse neuf millions et demi de personnes avant l'année 2050, le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale, dans les limites de leurs compétences respectives, prennent des mesures, en particulier en matière d'asile et de regroupement familial, en vue d'assurer le respect de la valeur limite fixée à l'art. 73a, al. 1. Le Conseil fédéral soumet à l'Assemblée fédérale un projet de loi à cet effet. À partir du moment où la valeur limite est dépassée, les personnes admises à titre provisoire ne peuvent plus obtenir d'autorisation de séjour ou d'établissement, ni la nationalité suisse, ni aucun autre droit de rester. Les règles impératives du droit international sont réservées. En vue d'assurer le respect de la valeur limite fixée à l'art. 73a, al. 1, le Conseil fédéral s'efforce en outre de renégocier les accords internationaux qui favorisent la croissance démographique, qu'ils soient juridiquement contraignants ou non, ou de négocier des clauses d'exception ou de sauvegarde. Si un accord prévoit de telles clauses, le Conseil fédéral les invoque.

<sup>2</sup> Si la population résidante permanente de la Suisse dépasse la valeur limite fixée à l'art. 73a, al. 1, le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale prennent toutes les mesures à leur disposition pour assurer le respect de la valeur limite. L'al. 1 s'applique. Toutefois, les accords internationaux visés à l'al. 1 doivent être dénoncés dès que possible, en particulier le Pacte mondial du 19 décembre 2018 pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (Pacte mondial des Nations Unies sur les migrations), pour autant que la Suisse l'ait signé. Si, deux ans après qu'elle a été dépassée pour la première fois, la valeur limite fixée à l'art. 73a, al. 1, n'est toujours pas respectée, et si aucune clause d'exception ou de sauvegarde permettant de respecter ladite valeur limite n'a pu être négociée ou invoquée dans ce délai, l'Accord du 21 juin 1999<sup>2</sup> entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes (Accord sur la libre circulation des personnes) doit lui aussi être dénoncé dès que possible.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution de l'art. 73a sous la forme d'une ordonnance un an au plus tard après l'acceptation dudit article par le peuple et les cantons. L'ordonnance a effet jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions édictées par l'Assemblée fédérale.

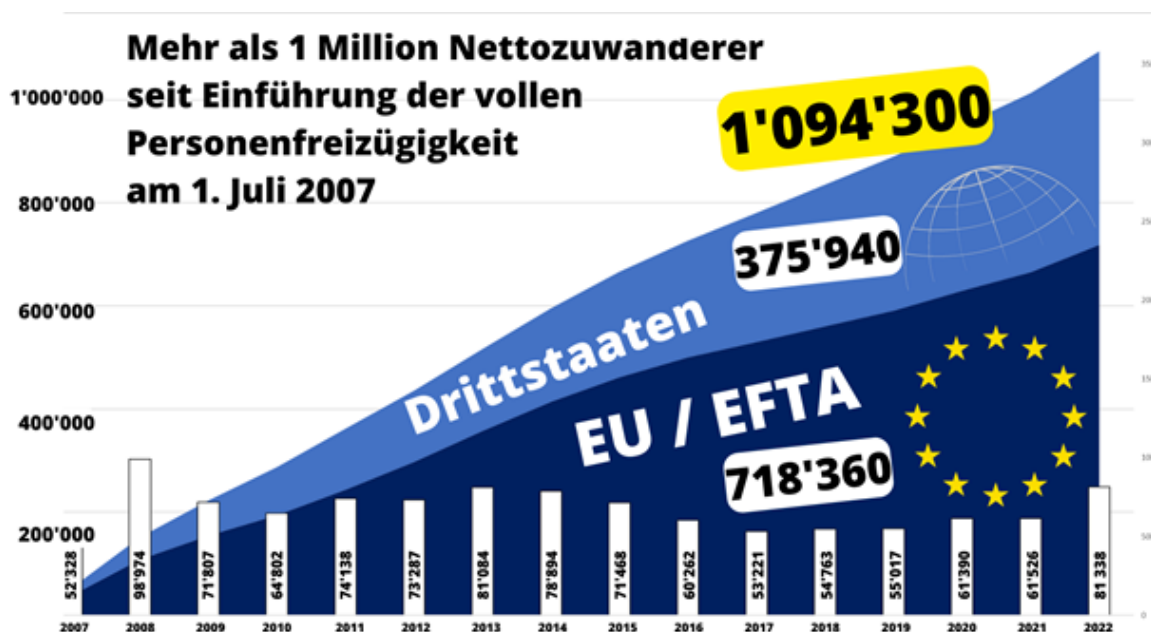
### 3. Historique résumé de l'initiative pour la durabilité

Le problème le plus urgent, le plus important et le plus brûlant de la politique suisse actuelle est la croissance démographique, qui dépasse toute mesure raisonnable. Les causes en sont :

<sup>1</sup> Le numéro définitif de la présente disposition transitoire sera fixé par la Chancellerie fédérale après le scrutin.

<sup>2</sup> RS 0.142.112.681

- une immigration de masse en provenance de l'UE à la suite de la libre circulation des personnes (LCP) ;
- une immigration en provenance de pays tiers ;
- une explosion du nombre de demandeurs d'asile, principalement en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient ;
- le regroupement familial en lien avec la libre circulation des personnes, les demandeurs d'asile et l'immigration en provenance de pays tiers.



Source : Propre représentation sur la base du solde migratoire de la population étrangère permanente, SEM.

En raison d'une véritable explosion démographique, une Suisse de 10 millions d'habitants risque de devenir bientôt une réalité. Après l'afflux net de plus de 180'000 nouvelles personnes en une seule année (2022) – ce qui correspond à la population de la ville de Bâle – il est désormais temps de réagir. Dans la mesure où, à Berne, les politiciens ne font rien et que les cantons ne font pas non plus pression sur la Confédération, c'est désormais au peuple suisse d'agir. D'innombrables lettres et demandes de citoyens, à l'intérieur et à l'extérieur de l'UDC, exigent de notre parti que quelque chose de concret soit entrepris, et nous demande d'agir.

Le 28 mars 2023, l'UDC du canton de Zurich décide, sur proposition unanime de son comité directeur, de prendre la tête du lancement d'une « initiative pour la durabilité ». Le texte est à ce moment-là déjà formulé et se trouve à la Chancellerie fédérale pour examen préliminaire. Grâce à son combat de plusieurs décennies contre l'immigration de masse et contre les abus en matière d'asile, l'UDC jouit d'une grande crédibilité, sur ce sujet tout particulièrement.

Le 1er juillet 2023, l'assemblée des délégués de l'UDC Suisse décide de lancer une initiative populaire fédérale intitulée « Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) ». L'UDC du canton de Zurich en assurera la direction organisationnelle. Les partis cantonaux de tous les grands cantons s'engagent à lui assurer leur plein soutien, de même que les Jeunes UDC Suisse.

Car chacun des problèmes auxquels nous sommes confrontés dans notre pays est lié à une croissance démographique effrénée et non régulée. Cela affecte encore davantage les grands cantons, avec leurs centres urbains et leur important réservoir de places de travail, mais les petits cantons ruraux souffrent également de cette pression démographique démesurée. Avec de très nombreuses conséquences :

- Une bétonnisation incessante et irresponsable de la nature suisse, des espaces verts et de notre patrie dans son ensemble, en raison d'une population toujours plus nombreuse.
- Le risque de pénurie d'électricité et de black-outs. Et tout cela en dépit du fait que la consommation par habitant diminue d'année en année, et que chacun et chacune d'entre nous consomme donc moins d'électricité. La croissance démographique enregistrée pour la seule année dernière, dont la cause est une immigration nette élevée, engloutit à elle seule 1,3 térawattheures<sup>3</sup>, soit environ 9 fois plus que ce que toutes les éoliennes suisses réunies peuvent fournir.
- Une pénurie de logements et logements inabordables, les médias en passant presque toujours sous silence la véritable raison – l'explosion de la demande due à l'immigration. 4 logements sur 5 au cours des 20 dernières années ont dû être construits en raison de la croissance démographique.
- Une pression croissante sur la nature et la biodiversité, car la bétonnisation entraîne la disparition des espaces verts, de plus en plus de personnes souhaitent se détendre dans notre nature et l'agriculture est contrainte de produire toujours plus de nourriture, pour toujours plus de personnes, sur des surfaces toujours plus petites.
- Une autosuffisance alimentaire menacée en produits sains, durables et sûrs, issus de notre propre agriculture. Les champs, les vignobles et les terres arables sont engloutis à un rythme effréné (8 terrains de football par jour) sous une dalle de béton qui ne cesse de s'étendre.
- Une soi-disant pénurie de main-d'œuvre qualifiée dont tout le monde parle, alors que plus de la moitié des immigrés n'ont pas d'activité professionnelle et que beaucoup travaillent à temps partiel. Ces immigrés ont à leur tour besoin de personnel qualifié à l'hôpital, à l'école, dans l'administration, dans la restauration, etc. C'est un cercle vicieux sans fin et qui ne cesse de s'étendre.
- Des heures d'embouteillages sur les routes qui ont plus que triplé depuis 2007.
- Des hôpitaux débordés, bien qu'il n'y ait plus de pandémie de Covid, mais tout simplement parce que trop de gens vivent dans notre pays.
- Des classes qui ne comptent souvent plus que deux ou trois enfants d'origine suisse. Qui intègre qui ?

---

<sup>3</sup> Calcul par personne habitant et travaillant ici

- Des coûts sociaux tels que l'assurance invalidité ou l'assurance chômage, qui sont beaucoup plus sollicités par les immigrés que par les Suisses.
- La criminalité en lien avec des délits graves est en grande majorité le fait d'immigrés. Il existe des prisons de district dont les détenus sont souvent à plus de 80% des étrangers. Les coûts de l'exécution des peines sont énormes.

Et voilà comment et pourquoi notre pays, la Suisse, se désagrège ! La base de l'UDC et, bien au-delà, le peuple suisse exigent une solution. Nous vivons aujourd'hui déjà dans une Suisse de 9 millions d'habitants et nous ne voulons en aucun cas d'une Suisse de 10 millions d'habitants. Car la politique démographique actuelle est tout sauf une politique durable. C'est même exactement le contraire.

Les points-clés de notre initiative populaire fédérale – que nous avons appelée « Initiative pour la durabilité » – sont les suivants :

- La population résidente permanente de la Suisse ne doit en aucun cas franchir le seuil des 10 millions d'ici à 2050. Dans le cas contraire, le Conseil fédéral sera tenu de dénoncer les traités internationaux encourageant la croissance démographique – y compris, s'il est éventuellement ratifié, le Pacte sur les migrations de l'ONU et l'Accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE.
- Dès que la population résidente permanente franchit le seuil des 9,5 millions, le Conseil fédéral est tenu de prendre des mesures, notamment dans le domaine de l'asile et du regroupement familial.
- Une croissance démographique durable est absolument indispensable pour protéger notre environnement et dans l'intérêt d'une préservation durable de nos ressources naturelles, du bon fonctionnement et des capacités de nos infrastructures, de notre système de santé, de nos établissements d'enseignement, de notre approvisionnement en électricité et de nos assurances sociales.

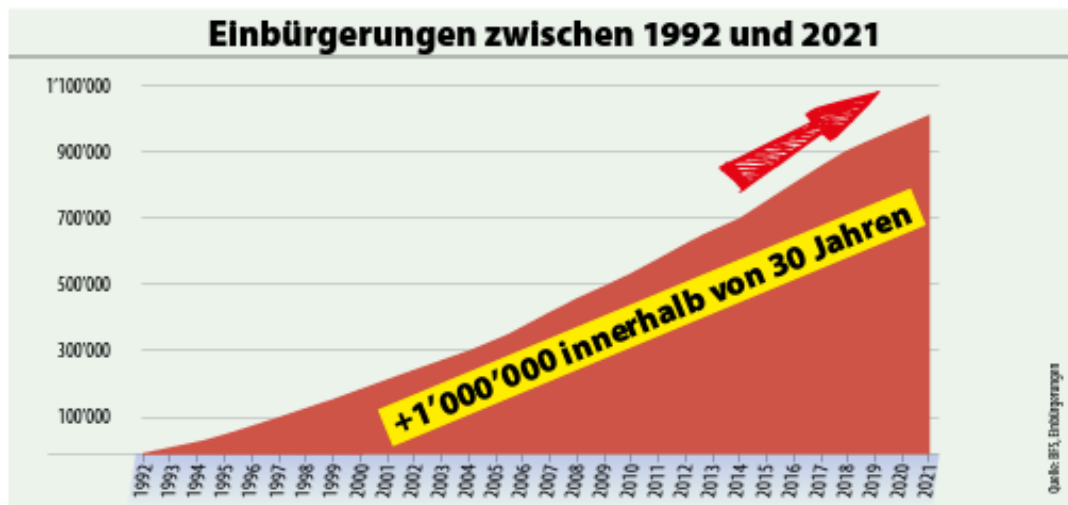
### **Une prospérité qui stagne**

Ce n'est pas un hasard si notre prospérité – mesurée en termes de produit intérieur par habitant – est en pleine stagnation depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2007. Jusqu'en 2001, date de l'introduction des Bilatérales I, la croissance économique annuelle, mesurée par le produit intérieur brut par habitant, était de 2%. Depuis cette date, elle n'est pratiquement plus vérifiable et se situe à moyen terme bien en dessous de 1%. Cette évolution montre clairement une chose : nous accueillons trop de personnes, et ce ne sont pas celles dont nous avons besoin. Les nouveaux immigrés font baisser la productivité de la Suisse.

Seule une Suisse dont la population est limitée en nombre permet de garantir une croissance qualitative et durable. Notre beau pays, la Suisse, avec sa qualité de vie élevée, ne mérite pas de devenir un deuxième Hong Kong.



## 4. Évolution de la population suisse



Source: OFS.

Entre 1700 et 1914, le début de la Première Guerre mondiale, la population suisse est passée de 1,2 à 3,9 millions d'habitants. Entre 1914 (3,9 millions d'habitants) et 2000 (7,1 millions d'habitants), la population de notre pays a presque doublé. L'Accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne, entré en vigueur en 2002, a entraîné un afflux important d'immigrés. Pour la seule année 2008, l'augmentation du nombre d'habitants correspondait pratiquement à la population du canton de Zoug<sup>4</sup>.

### Immigration : des chiffres impressionnants

Ces dernières années, la croissance démographique dans notre pays est devenue de plus en plus impressionnante. En 2022, plus de 180'000 personnes ont immigré dans notre pays, soit plus que le nombre total d'habitants de la ville de Bâle à la fin de cette même année (173'422). Toutes ces personnes utilisent nos infrastructures : routes, habitations, hôpitaux ou écoles. Elles ont besoin d'énergie et d'électricité. Elles ont besoin de nourriture. Si l'immigration continue à ce rythme effréné, nous atteindront les 10 millions d'habitants d'ici quelques années. Nous comptons déjà 9 millions d'habitants. Notre pays est au bord de l'effondrement dans de nombreux secteurs : la Suisse est petite et son espace est limité. Les transports sont de plus en plus souvent à l'arrêt, les routes et les voies ferrées sont surchargées. La nature suisse, qui mérite d'être protégée, est de plus en plus bétonnée. Dans les écoles, de moins en moins d'élèves parlent le suisse allemand, le tessinois ou le français. Dans les hôpitaux, les immigrés soignent les immigrés. L'espace est de plus en plus restreint partout.

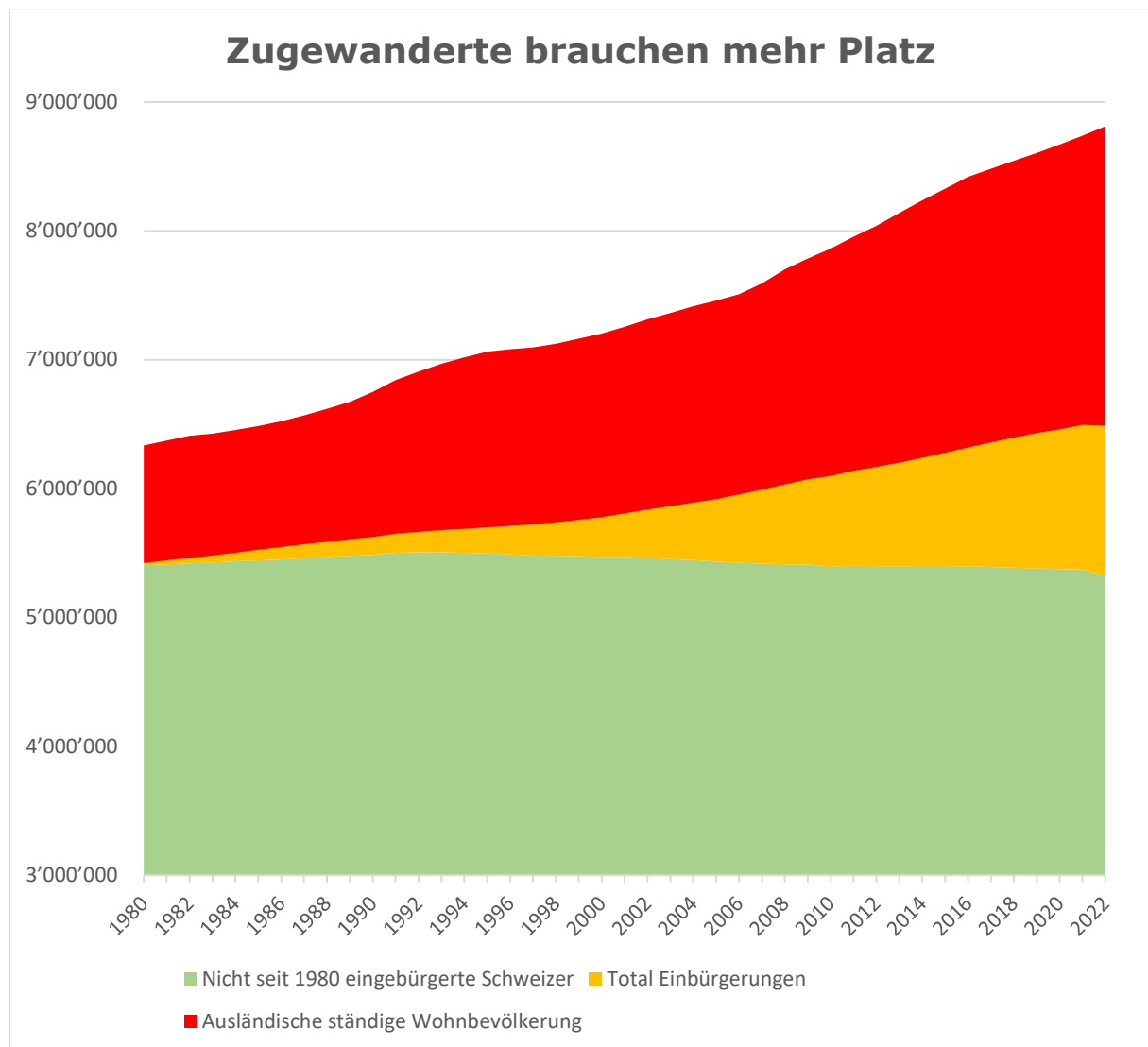
### Les immigrés remplacent les Suisses

L'unique moteur de la croissance démographique en Suisse est l'immigration. S'il n'y avait eu aucune immigration entre 1980 et aujourd'hui, et en l'absence de naturalisation d'étrangers, la population suisse, en chiffres absolus, aurait diminué. Dans le

<sup>4</sup> Anne-Liese Head-König: Bevölkerung, in: Historisches Lexikon der Schweiz, 30.3.2012, <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/007946/2012-03-30/>

Historische Statistik der Schweiz, hrsg. von Hansjörg Siegenthaler und Heiner Ritzmann, Zurich 1996.

même temps, plus d'un million d'étrangers ont été naturalisés au cours des trente dernières années, dont 610'000 depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes en 2007.



L'UDC ne veut pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants. C'est pourtant ce qui nous attend dans quelques années déjà, vers 2040 selon les scénarios de la Confédération. C'est, en l'occurrence, une sous-estimation. Le Conseil fédéral et l'administration fédérale sont coutumiers du fait et ont déjà maintes fois présenté des scénarios de migration complètement erronés.

### **Le Conseil fédéral a massivement sous-estimé l'immigration**

Il convient ici de rappeler l'étude intitulée « Intégration et marché du travail, conséquences d'un rapprochement entre la Suisse et l'Union européenne ». Elle a été rédigée en 1999 par Thomas Straubhaar, professeur à l'Université de la Bundeswehr à Hambourg, sur mandat du Conseil fédéral. Ce travail a été également publié dans le no 3 de la série « Beiträge zur Wirtschaftspolitik (Contributions à la politique économique) » de l'ex-Office fédéral de l'économie et du travail (OFDE). Voilà, en substance, ce que prédisait le professeur Straubhaar peu avant la votation sur la libre circulation des personnes :

Plausibilitätsüberlegungen lassen eine *Obergrenze* des Einwanderungspotenzials von (netto) jährlich 10'000 EU-Angehörigen vermuten. Eine höhere Wahrscheinlichkeit hat jedoch die Erwartung, dass das Einwanderungspotenzial (netto) weniger als 8'000 EU-Angehörige pro Jahr erreichen dürfte (netto bedeutet Einwanderung minus Rückwanderung).

Le professeur Straubhaar n'avait pas une haute opinion des délais transitoires : « Ils ne sont ni nécessaires (puisque le potentiel d'immigration est de toute façon faible) ni judicieux, car la Suisse devrait profiter d'un marché du travail commun plutôt tôt que tard. »<sup>5</sup> C'est en se basant sur la précision de ce pronostic scientifique que le Conseil fédéral et le Parlement ont mené en 2000 la campagne de votation sur la libre circulation des personnes. En s'écartant dans un ratio de 1 à 10 de la réalité, ils l'ont emporté dans les urnes.

**Keine massive Einwanderung zu befürchten**

Wie die Erfahrungen in der EU zeigen, sind die Ängste der Referendungskomitees, die Einwanderung aus EU-Staaten in die Schweiz werde stark zunehmen, nicht begründet: In Wirklichkeit sind die Wanderungsbewegungen innerhalb der EU gering. Unabhängige Studien kommen zum Schluss, dass negative Auswirkungen auf Arbeitsmarkt und Löhne ausbleiben. Dank den zusammen mit den Sozialpartnern ausgearbeiteten flankierenden Massnahmen besteht ein umfassender Schutz vor Lohn- und Sozialdumping. Dies ist besonders für die Grenzkantone von Bedeutung. Im Übrigen ist wegen der hohen Ärztedichte in der Schweiz auch keine massive Zunahme von ausländischen Ärzten zu erwarten.

C'est grâce à cette explication officielle relative à la votation populaire sur la libre circulation des personnes au sein de l'UE que le Conseil fédéral a jeté de la poudre aux yeux du peuple suisse en 2000 : « Comme le montrent les expériences faites au sein de l'UE, les craintes du comité référendaire de voir l'immigration en provenance des pays de l'UE augmenter fortement ne sont pas fondées. En réalité, les mouvements migratoires au sein de l'UE sont faibles. »<sup>6</sup>

De plus, le Conseil fédéral affirmait à l'époque : « Du reste, en raison de la forte densité de médecins en Suisse, il n'y a pas lieu de s'attendre à une augmentation massive du nombre de médecins étrangers. »<sup>7</sup> Dans les faits, selon la Fédération des médecins suisses (FMH), près de 40% des médecins exerçant en Suisse possèdent un diplôme étranger.<sup>8</sup>

<sup>5</sup> Thomas Straubhaar: Integration und Arbeitsmarkt, Auswirkungen einer Annäherung der Schweiz an die Europäische Union, Wirtschaftswissenschaftliche Untersuchung zum Integrationsbericht, Beiträge zur Wirtschaftspolitik, Schriftenreihe BWA/OFDE, UFSEL, Berne 1999, p. 5.

<sup>6</sup> Votation populaire du 21 mai 2000, Accords bilatéraux avec l'UE, explications du Conseil fédéral, p. 11. file:///C:/Users/User%201/Downloads/erlaeuterungen\_desbundesrates21052000%20(2).pdf

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> Peter A. Fischer: Mehr Verheissung als Gefahr. Die 10-Millionen-Schweiz wird absehbar. Die Personenfreizügigkeit hat entscheidend zum Wohlstand des Landes beigetragen. Damit dies so bleibt, braucht es einen weitsichtigen Umgang mit den Nachteilen der Zuwanderung, in: NZZ, 10.6.2023, p. 1.

## 5. Thématization dans les médias et le monde scientifique

Des sujets comme le climat, l'énergie, l'environnement ou la sécurité de l'approvisionnement préoccupent le public et les médias depuis de nombreuses années et figurent en tête des sondages (« baromètre des préoccupations »). Selon le baromètre électoral SRG/SSR de mars 2023, la question de l'immigration redevient à nouveau de plus en plus importante<sup>9</sup>. Alors que les politiciens du centre et de la gauche continuent de refuser de prendre en compte l'inquiétante évolution démographique en cours, le sujet fait depuis quelques mois la une de médias qui n'y avaient pas accès auparavant. Il n'est plus possible désormais de faire comme si ce malaise généralisé n'existait pas.

Il est intéressant de noter que même certains politiciens de gauche s'inquiétaient de l'explosion démographique en Suisse il y a déjà vingt ans, à une époque où notre pays comptait 1,55 millions d'habitants de moins. Dans leur « Manifeste du Gurten » de 2001, la future conseillère fédérale Simonetta Sommaruga et le politologue Wolf Linder écrivaient : « Le PS accepte une limitation de l'immigration ». Pour qu'une intégration soit encore possible, il faudrait au minimum « limiter le nombre d'immigrant-e-s en provenance de l'extérieur de l'espace européen »<sup>10</sup>.

### **L'immigration incontrôlée restreint notre manière de vivre**

Dans son rapport « Environnement Suisse » de 2018, le Conseil fédéral n'a pas non plus pu éviter le problème de la croissance démographique. Il parle d'une « forte augmentation de l'utilisation des ressources ». La consommation d'énergie, d'engrais et d'eau a fortement augmenté, en lien avec l'augmentation avec du nombre d'habitants<sup>11</sup>. La biodiversité est également fortement touchée par la croissance démographique : « Lorsque les ressources naturelles ne sont plus disponibles en quantité et en qualité suffisantes, la qualité de vie de la population est menacée, tout comme la prospérité économique »<sup>12</sup>. Dans la perspective d'une croissance démographique, le Conseil fédéral estimait alors qu'il faudrait « satisfaire à l'avenir les exigences d'un nombre croissant de personnes dans les domaines de l'alimentation, de l'habitat, de la mobilité et du tourisme ». Parallèlement à quoi, « la demande de sol et d'autres ressources continuera d'augmenter »<sup>13</sup>.

En résumé : l'approvisionnement de la population sera soumis à d'importantes restrictions. Depuis peu, le Conseil fédéral veut réduire la consommation de viande et utiliser nos précieuses terres cultivables pour la culture d'aliments végétaux directement exploitables<sup>14</sup>. Ce qui correspond parfaitement à la devise qui dit : plus il y a d'immigration devant la porte et moins il y a de viande dans l'assiette !

Après le rejet de l'initiative sur l'élevage intensif par le peuple et les cantons, la « Neue Zürcher Zeitung » a par ailleurs souligné le lien entre consommation de viande et croissance démographique : « C'est pour cette raison qu'il est surprenant que les ennemis de la viande élèvent certes des vaches sacrées, mais ne veulent pas voir l'éléphant

---

<sup>9</sup> <https://sotomo.ch/site/projekte/wahlbarometer-maerz-2023/>

<sup>10</sup> Henri Huber, Tobias Kästli, Wolf Linder, Simonetta Sommaruga: Gurten-Manifest für eine neue und fortschrittliche SP-Politik, 10.5.2001, p. 6.

<sup>11</sup> Environnement Suisse 2018, Rapport du Conseil fédéral, p. 17.

<sup>12</sup> Ibid., p. 24.

<sup>13</sup> Ibid., p. 101.

<sup>14</sup> Future orientation de la politique agricole, rapport du Conseil fédéral en réponse aux postulats 20.3931 de la CER-N des 20.8.2020 et 21.3015 et de la CER-N du 2.2.2021, 22.6.2022, p. 46, 58.

dans la pièce. Ils n'hésitent pas à mettre au pas les agriculteurs et les producteurs de viande, mais n'osent pas parler des raisons de la forte consommation de viande : car la consommation nominale de viande en Suisse n'augmente en effet que parce que la population croît massivement depuis des années. Par habitant, elle diminue depuis un certain temps et se situe nettement en dessous de la consommation des pays qui nous entourent »<sup>15</sup>.

### **Les immigrés réduisent à néant l'effet des économies d'électricité réalisées par les Suisses**

Au printemps 2022, le « Blick » évoquait les raisons pour lesquelles la Suisse n'atteignait pas ses objectifs d'économie en matière de politique climatique et énergétique. Le journal reprochait explicitement à la Confédération de ne pas mettre toutes les cartes sur la table. Car il s'avère, dans les faits, que notre pays aurait atteint depuis longtemps les objectifs d'économie fixés si la « croissance démographique n'avait réduit à néant tous les efforts ». En citant les faits correspondants et en les comparant avec d'autres États, le « Blick » a démontré que la Suisse devrait consommer 10 térawattheures d'électricité en moins grâce aux économies réalisées par habitant, en citant le conseiller national UDC Mike Egger. Lequel a souligné que c'était une réalité que l'on ne voulait pas entendre : « On préfère continuer à faire la morale tout en s'efforçant d'introduire de nouvelles interdictions et de nouvelles taxes »<sup>16</sup>.

### **Des montagnes de déchets en raison de l'immigration**

Le « Nebelspalter » a mis en avant le fait que les chiffres officiels de la Confédération révèlent les graves conséquences de la forte immigration en Suisse sur l'environnement, la pollution climatique et l'approvisionnement énergétique. L'immigration serait responsable à 77% de l'augmentation de 23,4% de la population au cours des 25 dernières années – pour atteindre 8,82 millions de personnes en 2021<sup>17</sup>. Pourtant, la plupart des partis « occultent et minimisent » les conséquences environnementales de cette immigration. Sans l'immigration, la quantité de déchets urbains n'aurait augmenté que de 15% entre 1990 et 2018, au lieu de 48%. La surface occupée par les habitations a augmenté de 31% entre 1985 et 2018. Sans croissance démographique, cette augmentation n'aurait été que de 1%. L'immigration est également responsable du fait que les objectifs de réduction des gaz à effet de serre ne sont pas atteints et que les besoins en énergie continuent d'augmenter, malgré leur réduction par habitant<sup>18</sup>.

### **Croissance démographique due à l'immigration**

Sous le titre « Les propagandistes de Berne », la « NZZ » a fustigé la partialité des autorités en matière d'immigration. Une immigration qui, avec la libre circulation des personnes au sein de l'UE en vigueur depuis 2002, est « officiellement considérée comme un succès », ce que « toutes les composantes de la population ne voient pas de la même manière en ces temps de pression sur le logement, de problèmes de transport et, depuis peu, de crise énergétique ». La Confédération s'efforce de minimiser ou d'occulter les « conséquences secondaires plutôt désagréables de

---

<sup>15</sup> David Biner: Die Fleischfeinde züchten heilige Kühe, in: NZZ, 26.9.2022, p. 20.

<sup>16</sup> Daniel Ballmer: Klima- und Energiepolitik: Warum wir unsere Sparziele tatsächlich nicht erreichen, in: Blick online, 2.3.2022, <https://www.blick.ch/politik/klima-und-energiepolitik-warum-wir-unsere-sparziele-tatsaechlich-nicht-erreichen-id17284585.html>

<sup>17</sup> Alex Reichmuth: Zuwanderung – drastische Folgen punkto Umwelt und Energie, in: Nebelspalter.ch, 17.5.2022.

<sup>18</sup> Alex Reichmuth: Umweltfolgen der Zuwanderung – Parteien vernebeln und verharmlosen, in: Nebelspalter.ch, 18.5.2022.

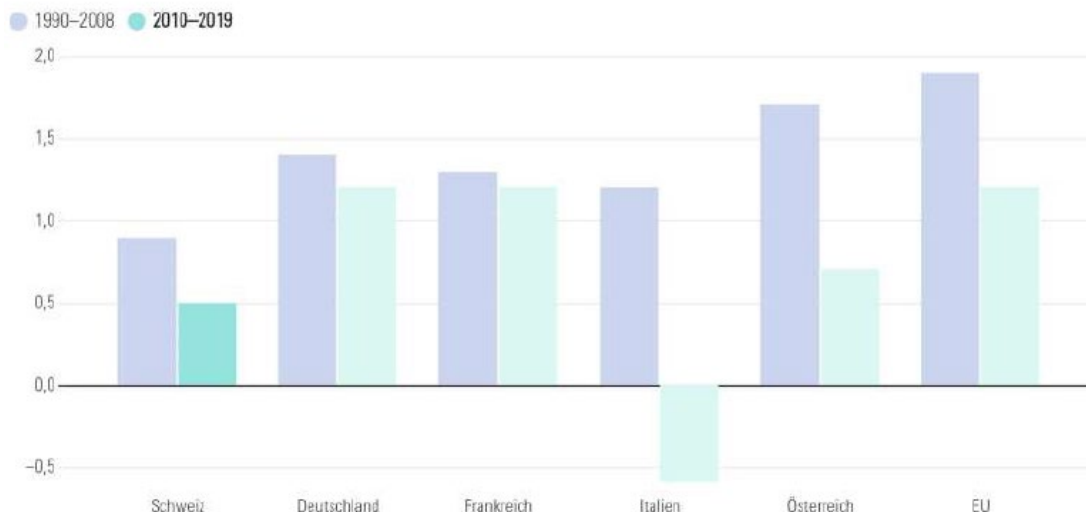
l'immigration ». L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) se montre particulièrement créatif en attribuant l'extension des surfaces d'habitat uniquement aux « propriétaires aisés » et non à la croissance démographique due à la forte immigration. En ce qui concerne la mobilité, l'OFEV considère que le problème principal est celui des conducteurs de SUV et que l'augmentation de la population est due au « taux de natalité élevé ». Sans cependant faire mention du fait que « les trois quarts de la croissance mentionnée ne sont pas dus à la volonté de la population de se reproduire, mais à l'immigration »<sup>19</sup>.

### Trop d'immigrés qui ne sont pas les bons réduisent la prospérité de chacun

Le journaliste économique Thomas Fuster s'exprime régulièrement dans la « NZZ » de manière critique et particulièrement pointue sur l'immigration. « La Suisse croît en largeur », a-t-il ainsi titré, en démontrant que la croissance du produit intérieur brut par personne active, contrairement à l'augmentation de la population, stagne presque et est nettement inférieure à celle de l'Allemagne, de la France et de la moyenne de l'UE<sup>20</sup>. Si l'on considère l'augmentation de la puissance économique par habitant, la performance de la Suisse ne convainc pas. Parmi les pays voisins, seule l'Italie fait moins bien que nous<sup>21</sup>. L'immigration n'est pas un « mouvement perpétuel ». Car la pénurie de personnel ne durera pas éternellement : « Les inconvénients de la croissance à large échelle de notre pays vont alors également apparaître au grand jour ». En termes clairs : il y a un risque plus élevé pour les immigrés de perdre leur emploi et de peser ainsi plus que la moyenne sur nos institutions sociales<sup>22</sup>. Fuster montre que l'immigration dévore les gains d'efficacité et fait en permanence augmenter la consommation d'électricité et d'énergie. L'industrie, tant décriée, a réduit ses besoins en électricité, alors que la consommation des ménages a, elle, massivement augmenté<sup>23</sup>.

#### Von den Nachbarn ist nur Italien noch schlechter als die Schweiz

BIP-Wachstum pro Erwerbsperson pro Jahr, in Prozent



QUELLE: KOF, WELTBANK

NZZ / ifl

<sup>19</sup> Katharina Fontana: Die Propagandisten von Bern, in: NZZ, 8.8.1922, p. 17.

<sup>20</sup> Thomas Fuster: Schweiz wächst in die Breite, in: NZZ, 23.6.1921, p. 27.

<sup>21</sup> Ders.: Die Schweiz wächst in die Breite, in: NZZ, 10.12.2022, S. 25.

<sup>22</sup> Ders.: Zuwanderung ist kein Perpetuum mobile, in: NZZ, 9.7.2022, p. 22.

<sup>23</sup> Ders.: Zuwanderung frisst Effizienzgewinne auf, in: NZZ, 19.7.2022, p. 21.

Le jour de l'an 2023, la « Sonntagszeitung » a créé la surprise en titrant : « La Suisse croît beaucoup plus vite que les pays qui lui sont comparables ». Les conséquences pour l'environnement, l'infrastructure et la cohabitation sont frappantes : « De plus en plus d'espaces verts sont urbanisés, les transports sont de plus en plus engorgés, et les objectifs en matière de CO<sub>2</sub> sont ainsi d'autant plus difficiles à atteindre, en dépit des efforts considérables consentis par l'économie. En conséquence de quoi, l'immigration devrait devenir l'un des grands thèmes de l'année électorale 2023 »<sup>24</sup>. En cette année électorale, on ne peut pas dire autre chose que : « Bienvenue dans une Suisse à 9 millions d'habitants ». Et c'est ainsi que la société évolue, que le pays s'étend en largeur, que les infrastructures sont à la limite de leur capacité et que l'environnement et le paysage devraient être mis à rude épreuve<sup>25</sup>.

### **Une majorité estime qu'il est nécessaire de limiter l'immigration**

Selon le « Tages-Anzeiger » et « 20 Minuten », un sondage Tamedia sur la migration réalisé du 24 octobre au 17 novembre 2022 et portant sur 50°740 réponses modélisées a révélé que 62% des personnes interrogées étaient favorables à une limitation de l'immigration (titre de une : « Près de 2 personnes sur 3 veulent une limitation de l'immigration »)<sup>26</sup>. Une opinion majoritairement partagée notamment par les partisans des partis bourgeois ; UDC, PRD et le Centre. Même les partisans des Verts libéraux estiment qu'une limitation serait judicieuse. Et, particulièrement surprenant : même une petite majorité des étrangers qui vivent dans notre pays se prononce en faveur de cette mesure contre l'immigration.<sup>27</sup> À en croire le commentaire accompagnant l'article, tous les candidats aux prochaines élections fédérales seront jugés « sur leur capacité à prendre au sérieux les préoccupations liées à l'immigration »<sup>28</sup>.

### **Une taxe d'immigration comme prix d'entrée ?**

Des inquiétudes qu'exprime également le monde scientifique. Le professeur Christoph Schaltegger, directeur de l'Institut de politique économique suisse à l'Université de Lucerne, s'inquiète du fait que, selon les prévisions, la population devrait atteindre 10 millions d'habitants d'ici à 2040. Quiconque souhaite adhérer au modèle social suisse devrait donc avoir l'obligation de payer une cotisation. Faute de quoi, on aboutit à un processus qui s'auto-alimente – les immigrés reçoivent quelque chose pour lequel ils n'ont rien payé : « Ce qui renforce l'effet d'attraction et conduit à une immigration encore plus importante »<sup>29</sup>.

Le professeur Reiner Eichenberger, de l'Université de Fribourg, partage cette opinion et conclut : « L'immigration diminue la prospérité ». Et la libre circulation des personnes au sein de l'UE fait baisser la qualité de vie en Suisse. Un débat honnête à ce sujet serait particulièrement urgent<sup>30</sup>. Le professeur Tobias Straumann, historien de l'économie à l'Université de Zurich, considère qu'une forte immigration est un jeu à somme nulle pour la Suisse : « Nous avons certes le plein emploi, une économie stable

---

<sup>24</sup> Rico Bandle: Die Schweiz wächst viel schneller als vergleichbare Länder, in: Sonntagszeitung, 1.1.2023, p. 1.

<sup>25</sup> Ders.: Willkommen in der 9-Millionen-Schweiz, in: Sonntagszeitung, 1.1.2023, p. 2.

<sup>26</sup> Gregor Poletti: Fast zwei Drittel wollen die Zuwanderung begrenzen, in: Tages-Anzeiger, 17.4.2023, p. 1.

<sup>27</sup> Ders.: 9-Millionen-Schweiz: Der Ruf nach Kontingenten wird laut, in: Tages-Anzeiger, 17.4.2023, p. 7.

<sup>28</sup> Edgar Schuler: Das Volk erwartet überzeugende Lösungen, in: Tages-Anzeiger, 17.4.2023, p. 2.

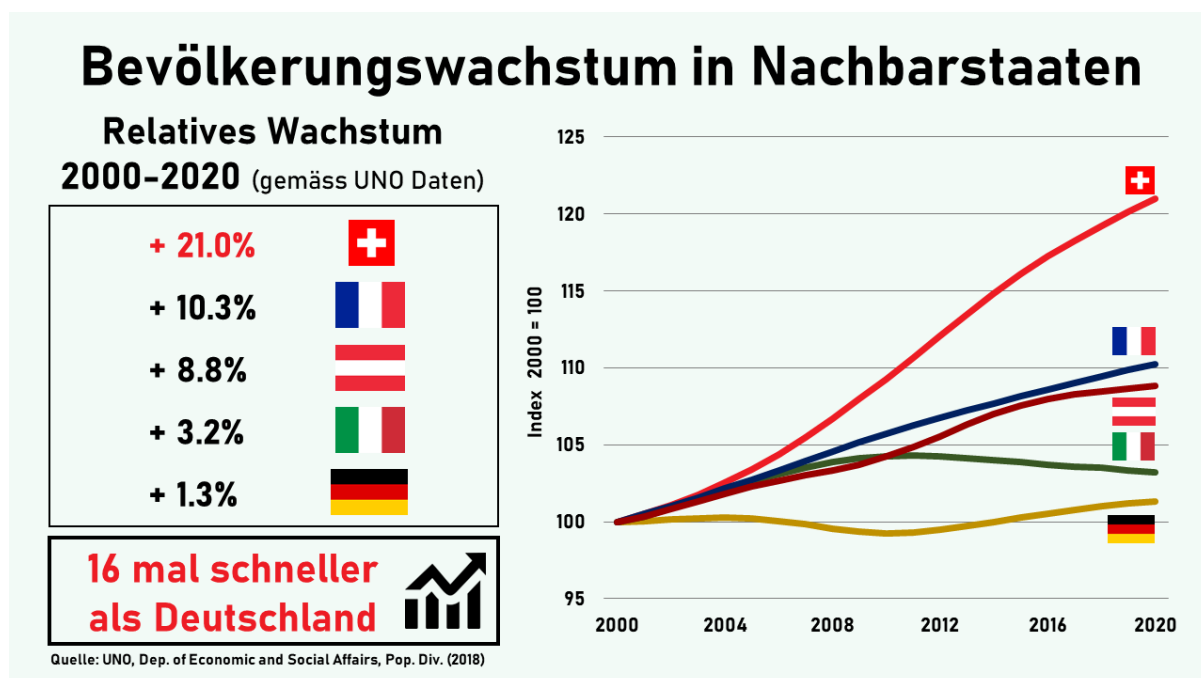
<sup>29</sup> «Zuwanderung macht uns fett» – «Nein, sie bringt uns Top-Leute», in: NZZ, 11.3.2023, p. 42.

<sup>30</sup> Reiner Eichenberger: Die Zuwanderung senkt den Wohlstand, in: Handelszeitung, 4.1.2023, <https://www.handelszeitung.ch/politik/die-zuwanderung-senkt-den-wohlstand-560722>

et de la croissance, mais la prospérité par habitant n'augmente que lentement et ne profite de loin pas à toutes et tous »<sup>31</sup>.

Ancien « Monsieur Prix », l'économiste Rudolf Strahm (PS) a fait la constatation dans la NZZ que le revenu réel et le pouvoir d'achat ont baissé ces dernières années pour la classe moyenne. Ce qui ne manque pas d'avoir des conséquences politiques sur l'attitude qu'elle adopte à l'égard de la libre circulation des personnes ou des mesures coûteuses de protection du climat. Quelque chose s'est mis en mouvement dans certaines parties de la classe moyenne, qu'il faut prendre au sérieux. « À l'exception de l'UDC, tous les partis refoulent les conséquences de la migration. C'est toujours la social-démocratie qui paie le prix politique le plus élevé pour ce refoulement de la question des étrangers. Ce n'est pas seulement le cas en Suisse, on le voit aussi en France, aux Pays-Bas ou en Suède. »<sup>32</sup>

## 6. Croissance démographique : comparaisons



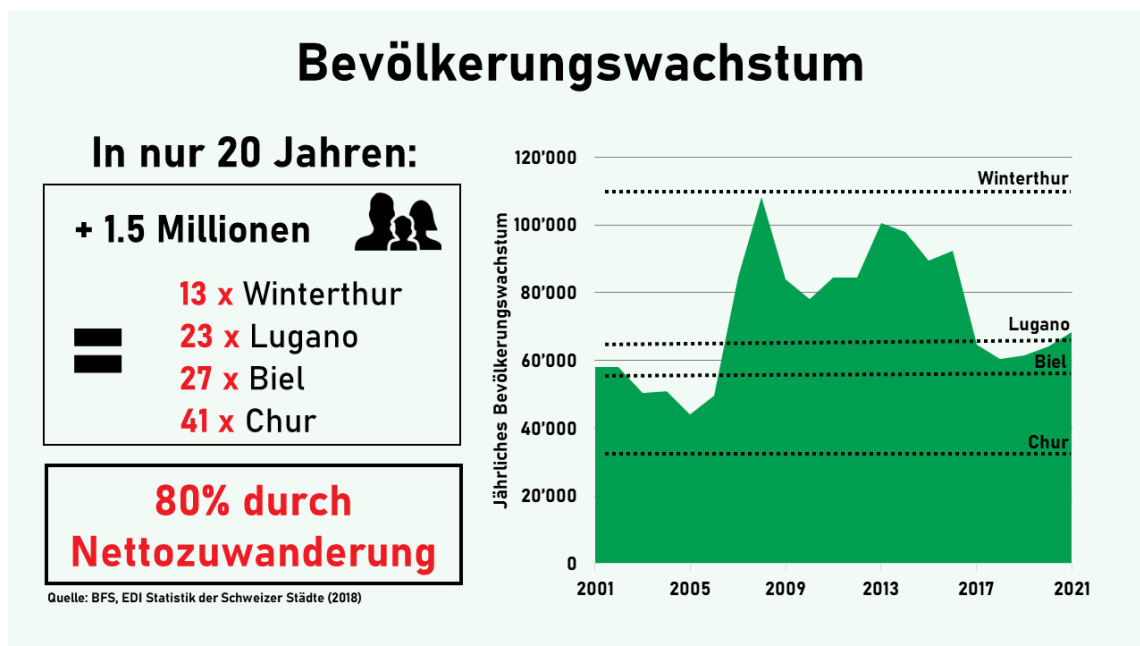
Au cours des 20 dernières années, la population suisse a augmenté chaque année en moyenne du nombre d'habitants de la ville de Saint-Gall, soit environ 80'000 personnes supplémentaires. Une comparaison avec nos pays voisins se révèle être un véritable choc : selon les données de l'ONU, la Suisse a ainsi connu une croissance démographique 16 fois plus rapide que celle de notre voisin allemand. Même en chiffres absolus, l'Allemagne, 9 fois plus grande (+1,1 million d'habitants), a enregistré une croissance plus lente que celle de la Suisse (+1,5 million d'habitants). Qu'il s'agisse de pénurie d'électricité, de pollution, du bétonnisation des espaces verts, des heures de bouchons sur les routes ou des loyers plus élevés : les effets de cette croissance effrénée – dont 80% est due à la seule immigration nette – se font sentir dans

<sup>31</sup> Rico Bandle: Die Schweiz wächst viel schneller als vergleichbare Länder, in: Sonntagszeitung, 1.1.2023, p. 1.

<sup>32</sup> «Alle Parteien sind elitär geworden», in: NZZ, 16.11.2022, p. 7.



tous les secteurs. Voulons-nous vraiment continuer ainsi ? Celles et ceux qui le refusent doivent signer l'initiative sur la durabilité<sup>33</sup>.



### Une plus grande consommation des ressources disponibles

Au cours des 20 dernières années, la Suisse a enregistré une croissance démographique équivalente à 13 fois le nombre d'habitants de Winterthur, 23 fois celui de Lugano, 27 fois celui de Bienne ou 41 fois celui de Coire. Cette croissance démographique effrénée est due à 80% – soit la presque totalité – à l'immigration. Même en 2020, année dite de « crise du Covid », la population suisse a augmenté de 63°400 personnes, ce qui représente l'équivalent d'une ville comme Lugano. En 2020 également, l'immigration a constitué le principal moteur de croissance, à 84%. Ce qui se traduit par une consommation accrue des ressources pour ce qui concerne l'alimentation, les écoles, les transports, l'énergie et l'eau. Celui ou celle qui veut mettre fin à cette immigration de masse, à la croissance démographique incontrôlée et à la destruction de la nature suisse qui en découle, doit signer l'initiative pour la durabilité<sup>34</sup>.

Depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes en 2007, environ 75°000 personnes, en chiffre net, ont immigré en Suisse chaque année, dont 50°000 en provenance de l'UE<sup>35</sup>. Chacun de ces immigrés a besoin d'un logement, veut être mobile, fait appel aux prestations de l'État et consomme de l'eau et de l'électricité. Parallèlement, la Suisse doit économiser du CO<sub>2</sub>, ne plus construire sur les terres cultivables et maîtriser les coûts de la santé. Notre pays est également confronté à de considérables défis dans le domaine des transports routiers et ferroviaires. Il vaut donc la peine de jeter un coup d'œil sur la charge supplémentaire que représente la libre circulation des personnes.

<sup>33</sup> Source : ONU, Dep. of Economic and Social Affairs, Pop. Div. (2018).

<sup>34</sup> Source : OFS, DFI-Statistique des villes suisses (2018).

<sup>35</sup> Entre 2007 et 2019, 652°337 étrangers en provenance de l'UE ont immigré en Suisse, ce qui correspond à une moyenne annuelle de 50°180 étrangers de l'UE ayant immigré en Suisse. Source : OFS, Migrations internationales de la population résidente permanente selon la nationalité, le sexe et l'âge, et SEM. Pour les chiffres de 2019 (y compris l'immigration de citoyens de l'AELE), cf. le communiqué de presse dz SEM du 30.01.2020.

En 2022, plus de 180°000 personnes sont arrivées en Suisse, dont 88°699 immigrés, 24°511 demandeurs d'asile et 74°959 réfugiés ukrainiens. À elles seules, ces personnes génèrent, entre autres, les besoins suivants :

### Que signifient concrètement plus de 180°000 immigrés supplémentaires ?

- Une consommation d'électricité supplémentaire correspondant à environ 40% de celle produite par une centrale nucléaire de type Mühleberg<sup>36</sup>;
- plus de 9700 véhicules supplémentaires sur les routes<sup>37</sup>;
- la nécessité de 150 bus supplémentaires dans les transports publics<sup>38</sup>;
- la construction de plus de 81°000 nouveaux logements supplémentaires<sup>39</sup>;
- des surfaces urbanisées supplémentaires équivalant à environ 10°000 terrains de football<sup>40</sup>;
- nous aurons besoin de 800 médecins et 90 dentistes supplémentaires<sup>41</sup>;
- et de plus de 800 lits d'hôpital supplémentaires<sup>42</sup>;
- ainsi que d'environ 4600 infirmières et infirmiers supplémentaires<sup>43</sup>.

---

<sup>36</sup> Source : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/energie/verbrauch.assetdetail.23104756.html>; La centrale nucléaire de Mühleberg a produit 2,99 milliards de kWh en 2006, sa deuxième production d'électricité la plus élevée depuis la mise en service de l'installation en 1972. 180°000 habitants consomment environ 40% de l'électricité produite par une centrale nucléaire du type de celle de Mühleberg ;

<https://www.bfe.admin.ch/bfe/de/home/versorgung/statistik-und-geodaten/energiestatistiken/elektrizitaetsstatistik.html/>;

<https://www.greenpeace.ch/de/story/18823/akw-muehleberg-produzierte-letztes-jahr-299-milliarden-kwh-seine-zweithoechste-stromproduktion-seit-inbetriebnahme-der-anlage-1972/>.

<sup>37</sup> Source : nombre de véhicules : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/mobilitaet-verkehr/verkehrsinfrastruktur-fahrzeuge/fahrzeuge.html>;

Bilan de la population résidente permanente : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/stand-entwicklung.assetdetail.23064753.html>.

<sup>38</sup> Source : transports publics (y compris le transport ferroviaire de marchandises) : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/>

[statistiken/mobilitaet-verkehr/querschnittsthemen/oeffentlicher-verkehr.assetdetail.23725827.html](https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/mobilitaet-verkehr/querschnittsthemen/oeffentlicher-verkehr.assetdetail.23725827.html).

<sup>39</sup> Source : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bau-wohnungswesen/wohnungen/wohn-verhaeltnisse.html>.

<sup>40</sup> Source : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/raum-umwelt/bodennutzung-bedeckung/siedlungsflaechen/einwohner.html>.

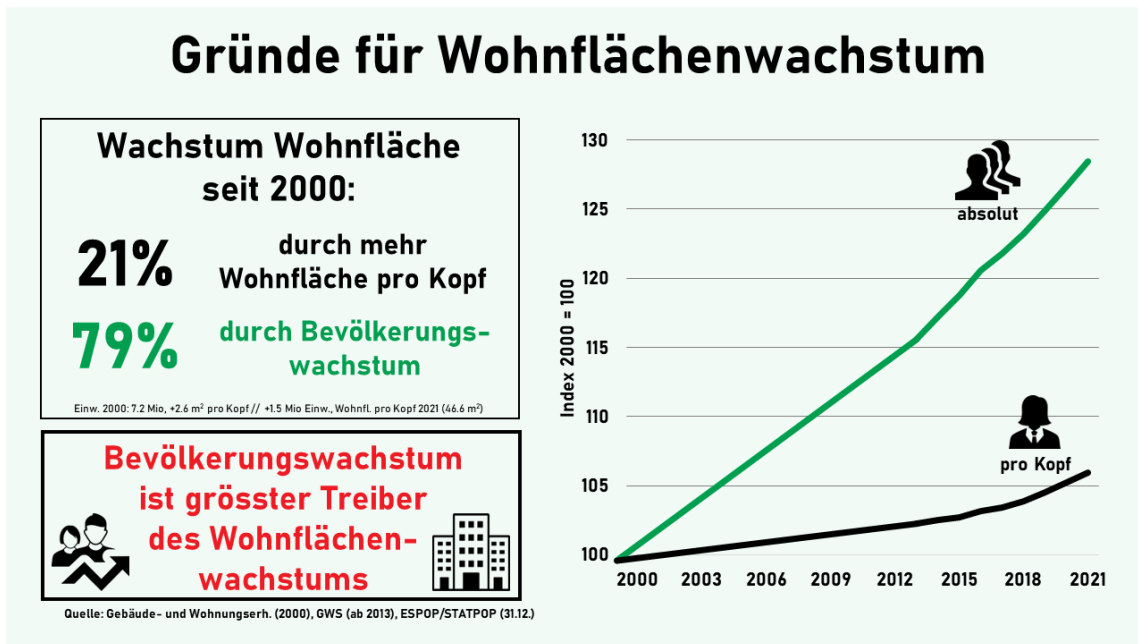
<sup>41</sup> Source : FMH-Ärztstatistik 2020 – die Schweiz im Ländervergleich; <https://www.swissstats.bfs.admin.ch/collection/ch.admin.bfs.swissstat.de.issue201415401900/article/issue201415401900-06>.

<sup>42</sup> Source : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/gesundheit/gesundheitswesen/spitaeler/infrastruktur-beschaeftigung-finanzen.html>.

<sup>43</sup> Source : Faktenblatt Bestand und Bedarf an Pflege – BAG/OFSP:

[https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwiP7fOpir38AhVuiP0HHdy\\_DigQFnoECCAQAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.bag.admin.ch%2Fdam%2Fbag%2Fde%2Fdokumente%2Fberufe-gesundheitswesen%2Fteritaerstufe%2Fpflegeinitiative%2FFaktenblaetter%2Ffb-bedarf-und-bestand.pdf.download.pdf%2F210922\\_FB\\_Bestand%2520und%2520Bedarf\\_DE.pdf&usq=AOvVaw2\\_jalRo\\_ThF72e2Nvzlv9S](https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwiP7fOpir38AhVuiP0HHdy_DigQFnoECCAQAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.bag.admin.ch%2Fdam%2Fbag%2Fde%2Fdokumente%2Fberufe-gesundheitswesen%2Fteritaerstufe%2Fpflegeinitiative%2FFaktenblaetter%2Ffb-bedarf-und-bestand.pdf.download.pdf%2F210922_FB_Bestand%2520und%2520Bedarf_DE.pdf&usq=AOvVaw2_jalRo_ThF72e2Nvzlv9S).

## 7. Augmentation des surfaces d'habitation et de la construction de logements



L'augmentation du nombre de surfaces d'habitation a deux causes : d'une part, les besoins en espace de la population suisse par habitant ont effectivement augmenté depuis 2000. Mais uniquement de 44 à 46,6 m<sup>2</sup> en moyenne par habitant. D'autre part, la population suisse a augmenté de plus de 1,5 million de personnes au cours de la même période. Toutes ces personnes ont besoin d'espace pour se loger. Selon les données des offices fédéraux, l'augmentation des besoins en espace de la population suisse est responsable de 21% de la croissance. 79% sont dus à la croissance démographique. Ainsi, 4 logements sur 5 ont été construits au cours des 20 dernières années en raison de la croissance démographique. Si vous voulez mettre fin à la pénurie de logements et à l'explosion des prix des loyers, signez l'initiative pour la durabilité<sup>44</sup>.

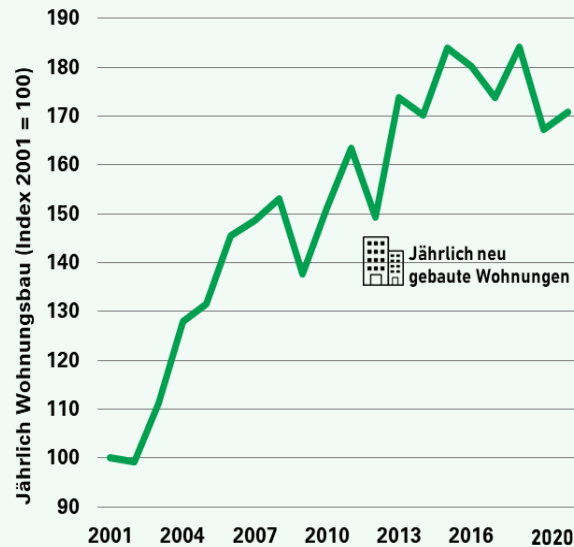
<sup>44</sup> Source : Gebäude- und Wohnungserhebung (2000), GWS (ab 2013), ESPOP/STATPOP (resp. 31.12.).

# Jährlicher Wohnungsbau



**Wohnungsknappheit trotz  
71% mehr jährlichem  
Wohnungsbau als 2001**

Quelle: BFS, Bau- und Wohnungsstatistik (2021)

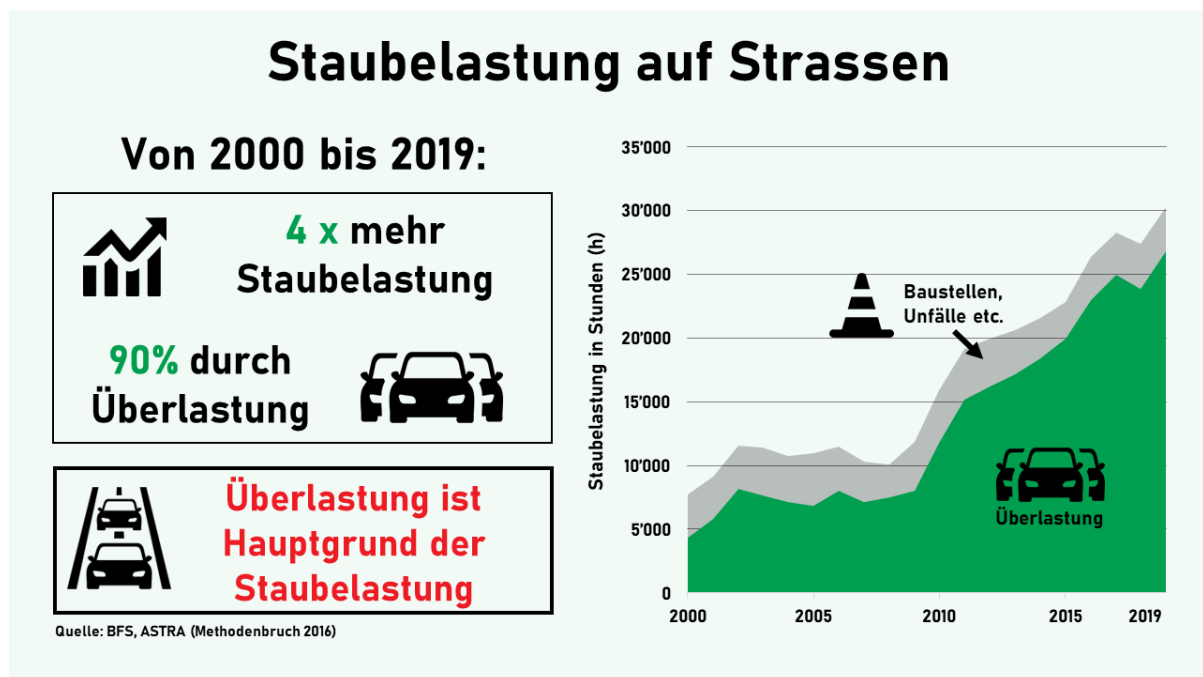


## Stopper la bétonnisation

En 2020, on a construit près de 50°000 nouveaux logements, alors qu'il y a à peine 20 ans, on n'en construisait même pas 30°000 par an. Nous construisons donc aujourd'hui 71% de logements de plus par an qu'il y a 20 ans. Bien que la construction d'habitations tourne à plein régime, nous sommes confrontés à une pénurie de logements. Et parce que la population dans notre pays a augmenté de près de 80°000 personnes supplémentaires par an, nous devons construire toujours plus. L'industrie mondiale du ciment produit plus de trois fois plus d'émissions de CO<sub>2</sub> que l'ensemble du trafic aérien et serait ainsi l'un des principaux moteurs du changement climatique provoqué par l'homme. Si vous voulez stopper la bétonnisation à tout va, protéger l'environnement suisse et faire quelque chose pour le climat, signez l'initiative pour la durabilité<sup>45</sup>.

<sup>45</sup> Source : OFS, Bau- und Wohnungsstatistik (2022).

## 8. Embouteillages : la situation est dramatique



Plus de personnes, cela signifie plus de trafic, tant sur les routes que sur le rail. Le nombre de bouchons sur les routes suisses a augmenté rapidement au cours des 20 dernières années, en particulier depuis la libre circulation complète des personnes en 2008 – et elle a quadruplé jusqu'en 2019. Alors qu'en 2000, les situations de surcharge sur les routes n'étaient à l'origine que d'un peu plus de la moitié des heures d'embouteillage (55%), elles en représentaient 89% en 2019, ce qui en fait de loin la cause principale.

La croissance démographique due à une immigration de masse a pour conséquence directe des routes toujours plus engorgées. Celles et ceux qui ne veulent plus de trains et de routes surchargées et saturées doivent signer l'initiative pour la durabilité<sup>46</sup>.

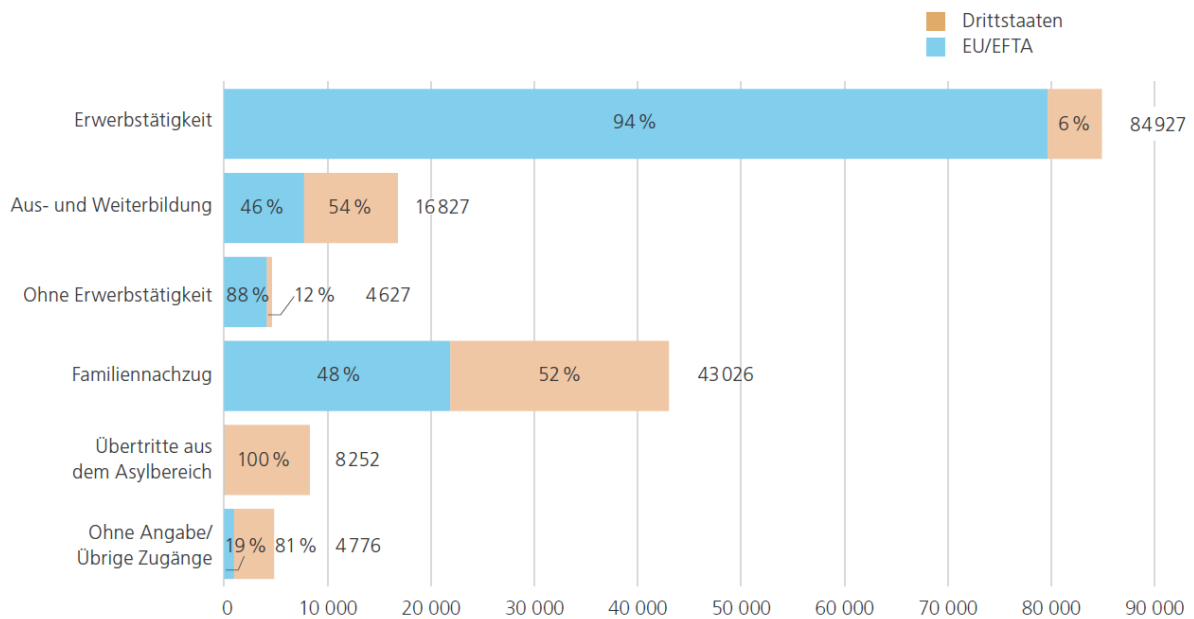
<sup>46</sup> Source : OFS, ASTRA (Methodenbruch 2016).

## 9. Pénurie de personnel qualifié : le cercle vicieux



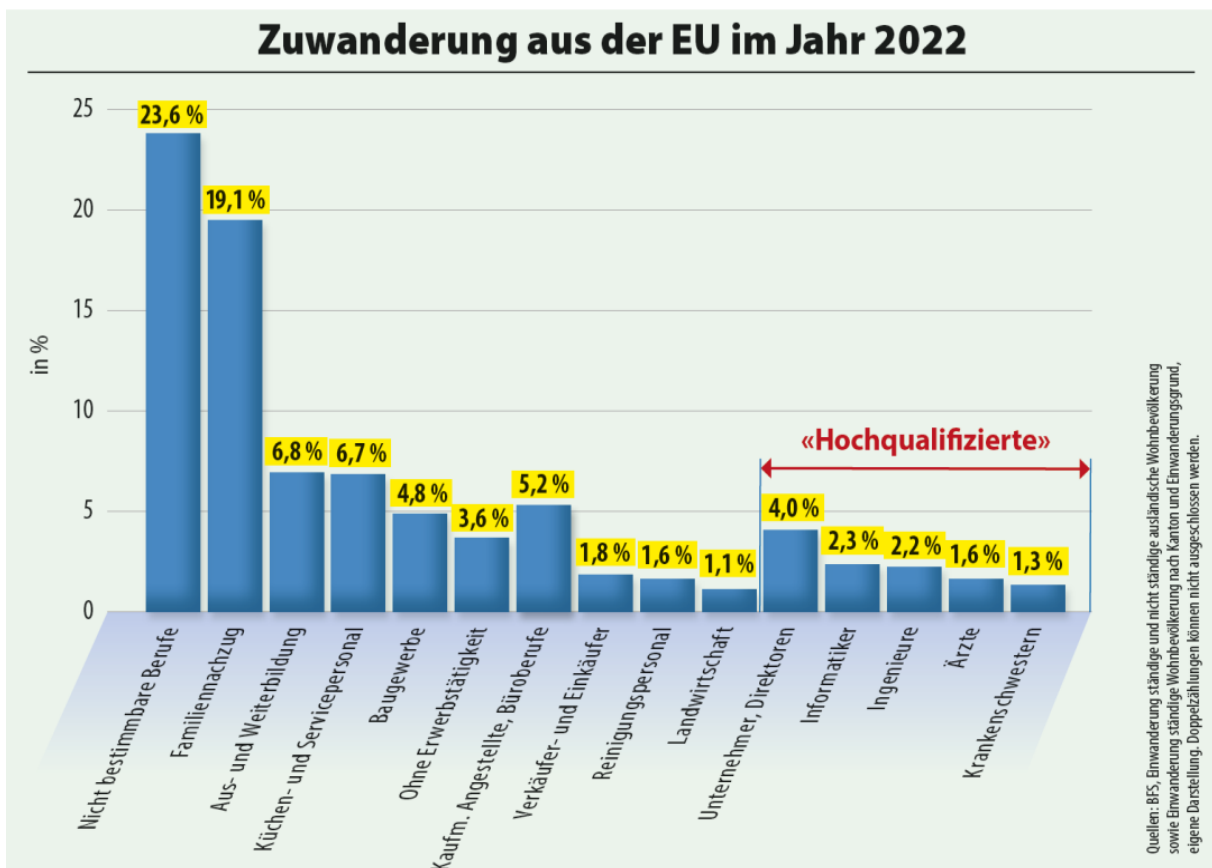
Bien que la Suisse ait gagné 1,3 million d'habitants entre 2003 et 2020, et que le nombre de frontaliers ait doublé, le nombre de postes vacants, lui, a quadruplé. Il s'agit tout simplement d'un effet boule de neige et d'une spirale sans fin. Le nouveau médecin (un spécialiste qualifié venu de l'étranger) avec deux enfants a besoin d'un ou d'une enseignant-e, qui à son tour aura besoin d'un boulanger, qui à son tour aura besoin d'un chauffeur de camion et d'un maçon, qu'à nouveau nous n'aurons pas sur place et qui sera recruté à l'étranger. Le maçon s'installe ici avec deux enfants. Cet autre vient à son tour avec deux enfants, et tout recommence – comme un escalier à vis sans fin. Cette croissance quantitative ne peut pas se poursuivre indéfiniment. Nous devons tabler sur une croissance économique (par habitant) qui soit qualitative, plutôt que quantitative. Si vous voulez vraiment lutter contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, signez l'initiative pour la durabilité<sup>47</sup>.

<sup>47</sup> Source : Adecco Group, Swiss Job Market Index (resp. mars), corrigé des variations saisonnières.



Source: Statistiques annuelles sur l'immigration selon les motifs pour 2022, <https://www.sem.admin.ch/dam/sem/de/data/publiservice/statistik/auslaenderstatistik/monitor/2022/statistik-zuwanderung-2022-jahr.pdf>, p. 11.

Pour ce qui concerne les motifs d'immigration de l'an dernier, les immigrés en provenance de l'UE sont principalement venus pour exercer une activité professionnelle. Parmi les immigrés en provenance de pays tiers, qui, en Suisse, représentaient 608'000 personnes en 2022, 59% étaient en cours d'emploi ou d'apprentissage<sup>48</sup>. Les

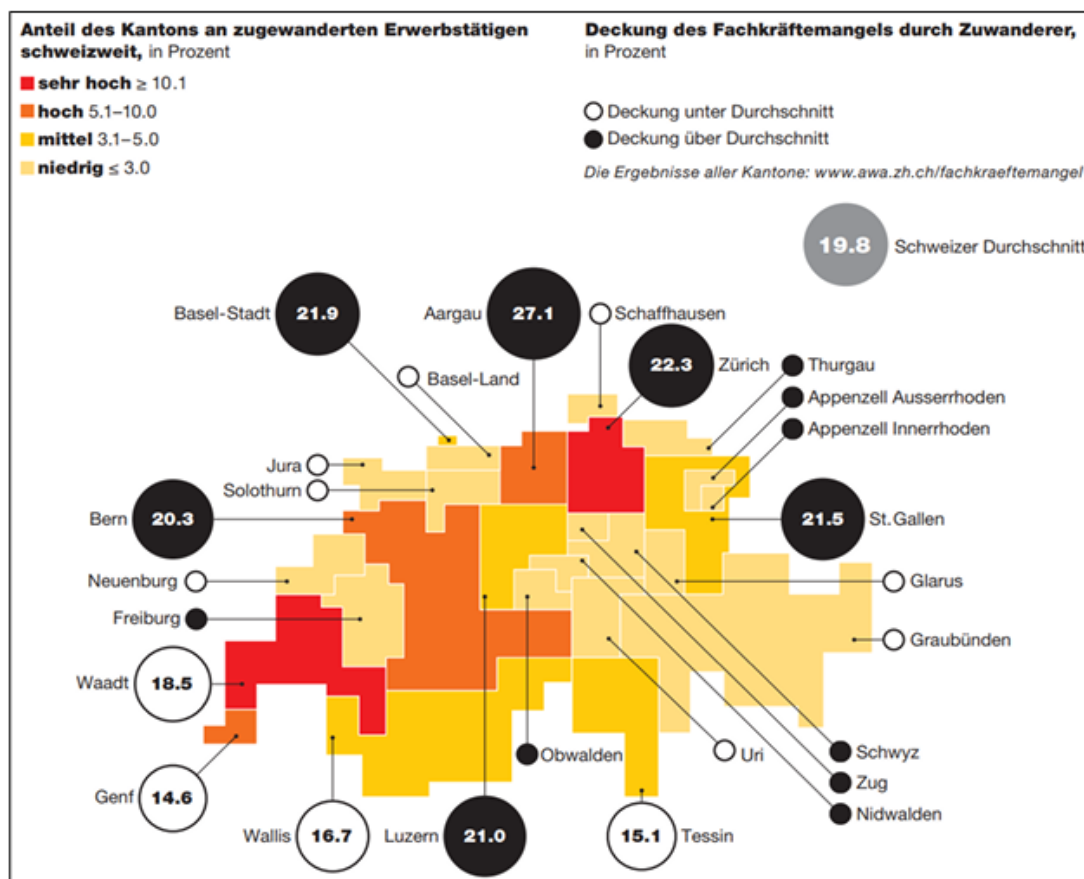


<sup>48</sup> Selon «Statut d'activité de la population résidente permanente», OFS.

ressortissants de l'UE représentaient 94% des personnes arrivées en Suisse en 2022 pour y travailler, les 6% restants étant originaires de pays tiers.

Ce qu'il faut, en fait, et impérativement, c'est recruter des immigrants qui apportent une valeur ajoutée à notre pays. C'est-à-dire des immigrants qui paient plus ou au moins autant de taxes en Suisse qu'ils utilisent de prestations étatiques. Malheureusement, plus un immigré est peu qualifié, plus il est sédentaire<sup>49</sup>. Ce sont donc surtout les travailleurs peu qualifiés qui restent dans notre pays et profitent de notre État social bien développé. Les professionnels hautement qualifiés, en revanche, ont tendance à quitter la Suisse pour pouvoir profiter d'opportunités d'évolution professionnelle.

Une croissance démographique de masse, de surcroît non contrôlée, est par conséquent néfaste pour notre marché du travail, pour notre État social, pour notre environnement et pour la société de manière générale<sup>50</sup>. Celles et ceux qui la refusent soutiennent l'initiative pour la durabilité !



Quelle: Amt für Wirtschaft und Arbeit des Kantons Zürich (2016). Berufe mit hohem Fachkräftemangel. Wie stark reduziert die Zuwanderung den Mangel? S. 12.

<sup>49</sup> «Was kostet die Zuwanderung?», George Sheldon in Politik & Wirtschaft, Schweizer Monat Nr. 1049, September 2017, p. 15.

<sup>50</sup> Reiner Eichenberger: Zuwanderung: Bitte mal nachrechnen, in: Handelszeitung, 4.7.2020, <https://www.handelszeitung.ch/politik/zuwanderung-bitte-mal-nachrechnen-304058>

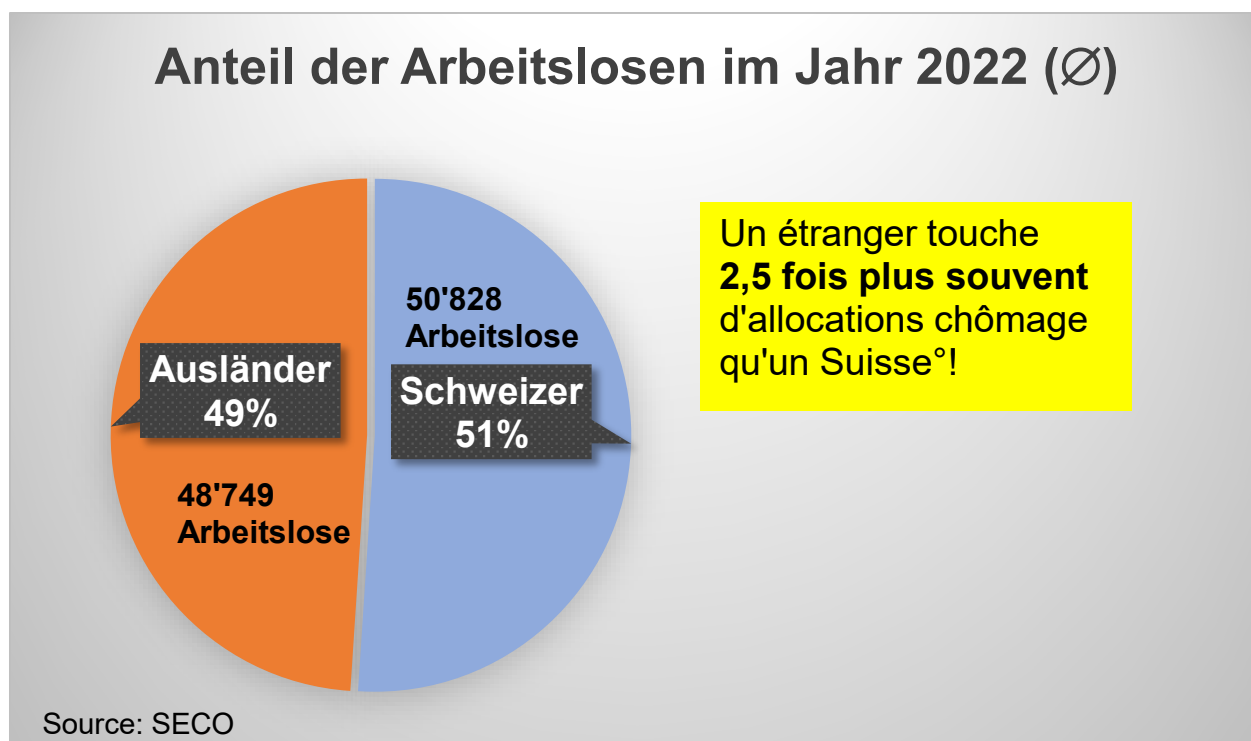


Une étude de l'Office zurichois de l'économie et du travail<sup>51</sup> montre qu'entre 2007 et 2014, parmi les travailleurs immigrés en Suisse, moins d'un sur cinq (19,8%) travaillait en moyenne dans une profession où existe une pénurie de main-d'œuvre qualifiée ; au Tessin (15,1%) et à Genève (14,6%), c'est même seulement un immigré sur sept. Les statistiques sont encore plus éloquentes en ce qui concerne les frontaliers : seuls 16,6% d'entre eux contribuent à réduire la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Au Tessin, ils ne sont même pas un sur huit.

## 10. Un système social mis à mal

### Un chômeur sur deux est un immigré

Parmi les personnes qui perçoivent des allocations chômage, bien plus de 50% sont des immigrés, alors qu'ils ne représentent que 26% de l'ensemble de la population<sup>52</sup>. En raison de la générosité des prestations sociales, le regroupement familial est largement utilisé par les immigrés sans revenus, qui sont alors financés par les contribuables suisses. Les immigrés qui ont à peine cotisé jusqu'ici ont également droit à des allocations chômage. Le montant de l'aide sociale est aussi élevé pour les immigrés que pour la population suisse. Des immigrés qui peuvent également faire venir des « membres de la famille » qui dépassent largement leur noyau familial. Et ce, même s'ils ne peuvent pas subvenir à leurs besoins et ne disposent pas d'un logement suffisamment grand et qu'ils soient à même de financer eux-mêmes pour accueillir leur famille. En outre, le Parlement veut aller encore plus loin et ne plus expulser du tout les immigrés bénéficiant de l'aide sociale<sup>53</sup>.



<sup>51</sup> Amt für Wirtschaft und Arbeit des Kantons Zürich (2016). Berufe mit hohem Fachkräftemangel. Wie stark reduziert die Zuwanderung den Mangel? Pp. 12–13.

<sup>52</sup> Source : SECO.

<sup>53</sup> Initiative parlementaire 20.451, présentée par Samira Marti (PS) «La pauvreté n'est pas un crime».

L'assurance-chômage (AC) est également en train de couler. Alors que le rapport entre les cotisations AC et les indemnités de chômage est de 1,31 pour les Suisses, il est de 0,78 pour les immigrés en provenance de l'UE, et même de 0,38 pour ceux en provenance de pays tiers. Cette évolution est préoccupante, car nos assurances sociales, mises en place au cours de décennies de dur labeur, sont ainsi constamment érodées par l'immigration<sup>54</sup>. Si vous souhaitez mettre un terme à la mise à la situation catastrophique de nos assurances sociales, signez l'initiative pour la durabilité !

**Tabelle 4.8: Anteile an Einnahmen der ALV und Ausgaben für ALE (inkl. Retrozessionen und Rückerstattungen) nach Nationalitätengruppen. 2020**

	Schweiz	EU/ EFTA*	Drittstaaten	DEU	FRA	ITA	POR	ESP	EU8+2
ALV-Beiträge	69.0%	25.5%	5.5%	6.5%	4.4%	4.8%	3.1%	1.1%	2.0%
ALV-Entschädigung	52.7%	32.8%	14.5%	6.1%	4.1%	6.5%	5.9%	2.1%	4.0%
<b>Verhältnis Beiträge/ALE</b>	<b>1.31</b>	<b>0.78</b>	<b>0.38</b>	<b>1.07</b>	<b>1.08</b>	<b>0.74</b>	<b>0.52</b>	<b>0.52</b>	<b>0.52</b>
Dauer ALE Bezug in Tagen	102	101	116	101	113	105	91	100	104

Anmerkung: Im Jahr 2020 beliefen sich die Einnahmen der ALV aus Lohnbeiträgen gemäss AHV-Statistik auf 7.2 Mrd. Franken. Für ALE wurden 6.5 Mrd. Franken ausgegeben.  
\*Die Ergebnisse nach Nationalitätengruppen beziehen sich auf die Zusammensetzung der EU/EFTA gemäss Stand 2020, beinhalten also auch sämtliche ALV-Beiträge und -Bezüge von Staatsangehörigen des UK.

Quelle: BSV (Individuelle Konten der AHV), SECO

Rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE, p. 63.

## 11. Des écoles surchargées

La croissance démographique a pour conséquence que les classes sont de plus en plus composées d'élèves issus de l'immigration et non intégrés sur le plan linguistique. Près des trois quarts des 750 élèves du primaire et du secondaire de Neuenhof, en Argovie, sont par exemple issus de l'immigration<sup>55</sup>. Le manque de compétences linguistiques qui en résulte fait baisser le niveau de formation et met en péril la qualité durable de l'éducation suisse. Dans de nombreuses classes, les enfants issus de l'immigration forment la majorité, de sorte qu'une intégration n'est pratiquement plus possible. Les enfants d'origine suisse sont donc littéralement intégrés dans les classes d'immigrants. C'est pourquoi de plus en plus de parents plus aisés retirent leurs enfants de l'école obligatoire et les placent dans l'une de ces écoles privées et réservées à l'élite qui sont de plus en plus nombreuses. Mais pour la population résidente dont la situation financière est moins confortable, c'est impossible – et cela détruit le système scolaire suisse, qui faisait l'admiration de l'étranger depuis bientôt 200 ans.

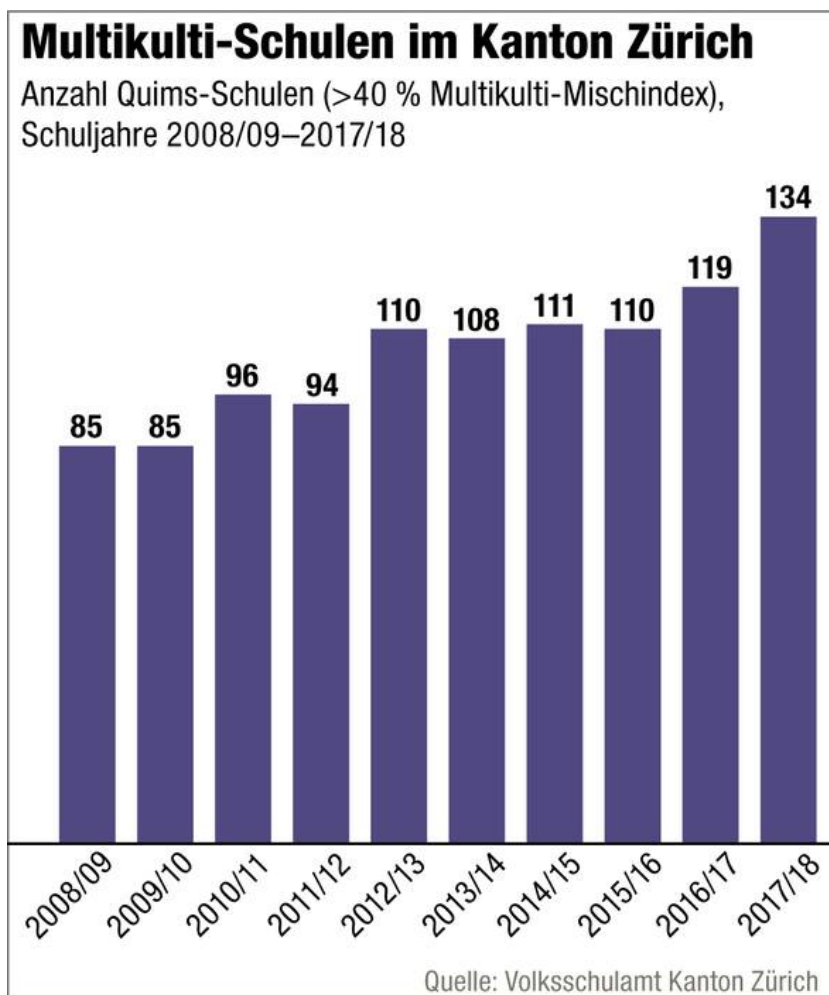
Cette croissance démographique massive génère aussi des coûts élevés pour le système éducatif dans son ensemble. Dans le canton de Zurich, le plus peuplé, les écoles sont subventionnées de manière séparée si elles présentent une proportion multiculturelle de plus de 40%. Dans le jargon des autorités, on parle de « qualité dans les écoles multiculturelles » (Quims, en allemand) ou, plus simplement, d'écoles Quims. Leur nombre a fortement augmenté au cours de ces dernières années. Alors que l'on recensait 85 écoles Quims en 2008/2009, elles étaient déjà 134 en 2017/18, sur un

<sup>54</sup> Source : OFAS (comptes individuels de l'AVS), SECO.

<sup>55</sup> Samuel Schumacher: In dieser Aargauer Schule sind Ausländer fast unter sich, in: Aargauer Zeitung, 6.4.2018, <https://www.aargauerzeitung.ch/schweiz/in-dieser-aargauer-schule-sind-auslander-fast-unter-sich-ld.1495878>

total de 500 établissements d'enseignement<sup>56</sup>. Rien qu'en 2018, 15 nouvelles entités scolaires sont venues s'y ajouter (voir graphique). En 2022/23, il y en avait 154<sup>57</sup>. L'encadrement et l'intégration supplémentaires rendus nécessaires par la forte proportion d'immigrés entraînent toujours plus de travail d'encadrement, des classes plus petites, plus de personnel, et, par voie de conséquence, des coûts exorbitants, ce qui n'est tout simplement pas durable.

La croissance démographique place d'une part les communes devant le défi d'avoir à créer toujours plus de places, et donc de construire toujours plus de nouveaux bâtiments et d'installations scolaires. Et, d'autre part, elle nécessite également toujours plus d'enseignants, en plus de tout le personnel d'encadrement et d'intégration supplémentaire requis. Ce qui renforce la pénurie d'enseignants et pèse de manière exagérée sur les contribuables – il n'est que de citer l'exemple de la construction de l'école « Saatlen », en ville de Zurich, pour laquelle 231 millions de francs, soit 231°000 francs par élève, sont prévus. L'énorme activité de construction dans le domaine de l'éducation détruit souvent aussi des surfaces naturelles et des habitations. Seule une immigration ciblée et durable permettra de résoudre tous ces problèmes.

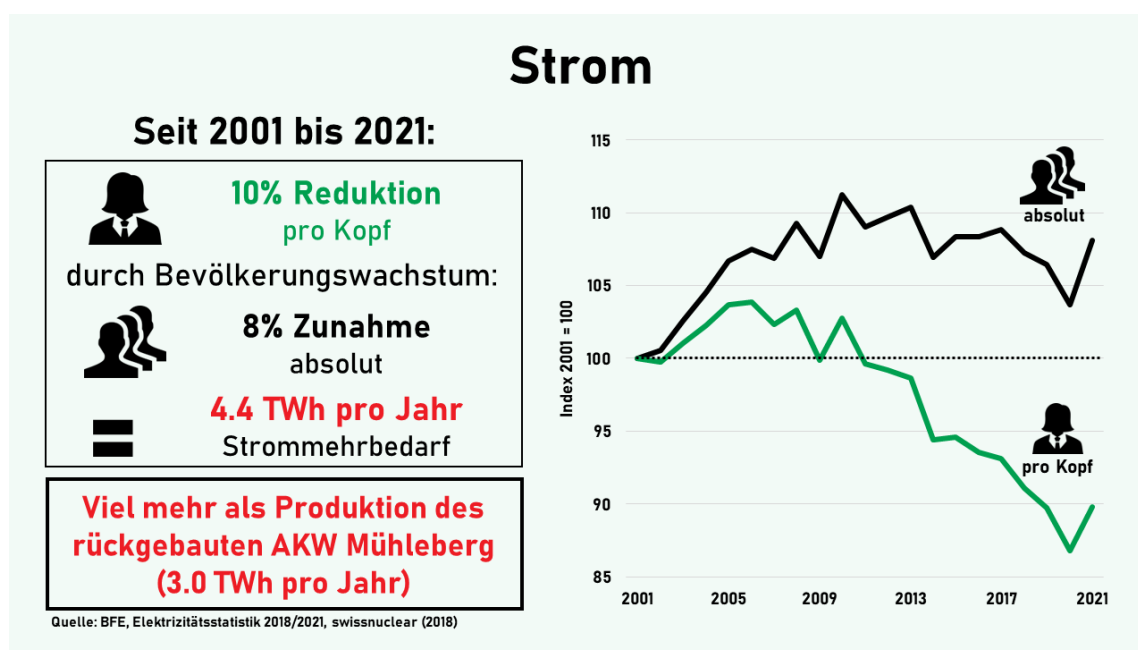


<sup>56</sup> Thomas Schlittler: Deutlich mehr Multikulti in Zürich. Jede vierte Schule erhält Subventionen für Integration, in: Blick, 11.3.2019, <https://www.blick.ch/schweiz/deutlich-mehr-multikulti-in-zuerich-jede-vierte-schule-erhaelt-subventionen-fuer-integration-id15211580.html>

<sup>57</sup> Bildungsdirektion des Kantons Zürich, QUIMS-Schulen Schuljahr 2022/23, 5.1.2023.

Dans les hautes écoles aussi, la proportion d'immigrés est frappante. Tout comme, de manière générale, l'augmentation du nombre d'étudiants due à l'explosion démographique. Cela se fait souvent au détriment d'un encadrement sérieux par les professeurs. Les chiffres qui suivent témoignent de cette croissance fulgurante : en 2000, le nombre d'étudiants à l'EPFZ était d'à peine 11'000. Il dépasse aujourd'hui 21'000<sup>58</sup>. Plus d'un tiers (35%) des étudiants de l'EPFZ sont désormais des immigrés. À l'EPFL, leur proportion dépasse même les 40%. Doubler le nombre d'étudiants dans un espace limité n'est pas une évolution saine et appelle des programmes de construction gigantesques et coûteux, avec toutes les nuisances que cela implique pour l'environnement et la qualité de vie. De plus, les coûts de la formation des étudiants immigrés sont presque entièrement pris en charge par les contribuables suisses, car les frais semestriels et les taxes d'études sont dérisoires par rapport aux dépenses de plusieurs milliards de la Confédération et des cantons. Une telle croissance n'est tout simplement pas durable. Si vous tenez à notre système d'enseignement, autrefois si performant, signez l'initiative pour la durabilité !

## 12. Une consommation d'électricité qui ne cesse d'augmenter

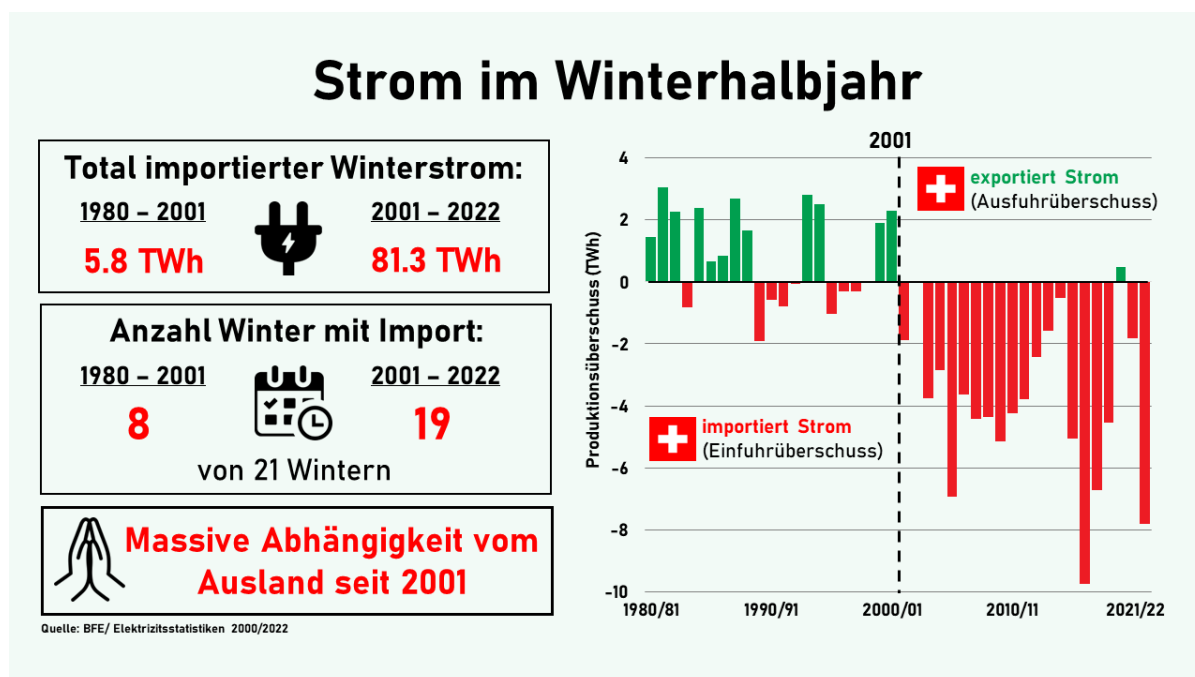


### Les Suisses économisent l'électricité

La stratégie énergétique nationale interdit la construction de nouvelles centrales nucléaires, mais veut réduire la consommation d'énergie fossile et promouvoir les énergies renouvelables. Pourtant, les installations solaires et éoliennes à grande échelle, ainsi que le développement de l'énergie hydraulique, déjà presque entièrement exploitée, se font au détriment de la protection de la nature et de la biodiversité. Entre 2001 et 2021, la consommation d'électricité par habitant a diminué de 10%. La consommation totale a toutefois augmenté de 8% en raison de la croissance démographique. Traduite en chiffres, cela donne une augmentation de 4,4 térawattheures. Ce qui correspond à plus de 1,4 fois la production annuelle de la centrale nucléaire de Mühleberg, qui a été démantelée.

<sup>58</sup> ETH Zurich, chiffres, <https://ethz.ch/de/die-eth-zuerich/lehre/kennzahlen.html>

Ainsi, alors que le peuple suisse économise de plus en plus l'électricité, les besoins en électricité augmentent pourtant allègrement en raison de la croissance démographique. Combien de temps cela va-t-il durer ? Celles et ceux qui ne veulent pas de cette situation signent l'initiative pour la durabilité !<sup>59</sup> Sans compter le fait que toutes les tentatives de l'UDC visant à développer l'énergie nucléaire et à améliorer la sécurité de l'approvisionnement en électricité ont été soit rejetées, soit repoussées aux calendes grecques<sup>60</sup>.



### Toujours plus d'électricité importée

Depuis 2001, nous avons dû importer de l'électricité durant 19 hivers sur 21 pour pouvoir couvrir nos besoins. Sur les 20 hivers précédents, ce ne fut le cas que 8 fois. La quantité d'électricité importée a également très largement augmenté. La croissance démographique due à une immigration incontrôlée en est, avec d'autres facteurs comme l'électrification, l'une des causes principales. Bien que la consommation d'électricité par habitant ait baissé de plus de 10% en Suisse au cours des 20 dernières années, la demande totale a augmenté, en grande partie sous l'impulsion de la consommation des ménages. Plus de population se traduit essentiellement par plus de ménages, plus de chauffage, plus de cuisine, plus de douches – et, donc, plus d'électricité. Alors, si vous voulez avoir suffisamment d'électricité pour vous chauffer et vous doucher en hiver, soutenez l'initiative sur la durabilité !<sup>61</sup>

<sup>59</sup> Source : OFEN, Statistique de l'électricité (2020), swissnuclear (2018).

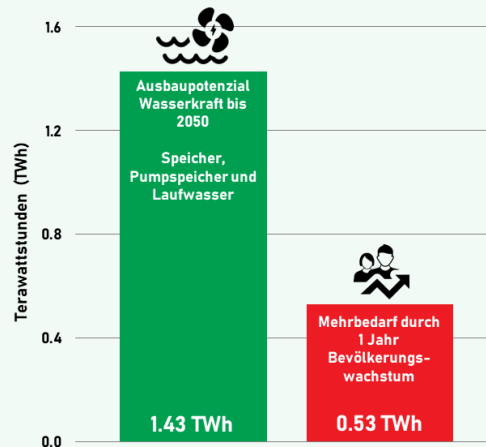
<sup>60</sup> Motion UDC 21.4363 «Stärkung der Versorgungssicherheit durch Sicherstellung des Langzeitbetriebs der bestehenden Schweizer Kernkraftwerke», motion 22.3067 présentée par Hansjörg Knecht « Permettre à nouveau la construction de centrales nucléaires », motion 21.3901 présentée par Erich Hess « Produire de l'électricité avec moins d'émissions de CO2 grâce à l'énergie nucléaire », motion 22.4057 présentée par Thomas Burgherr « Assurer l'approvisionnement en électricité à long terme », motion 21.4557 présentée par Lorenzo Quadri « Verzicht auf den Ausstieg aus der Kernenergie ».

<sup>61</sup> Source : OFEN, Statistiques de l'électricité 2000/2022.

## Ausbau Wasserkraft



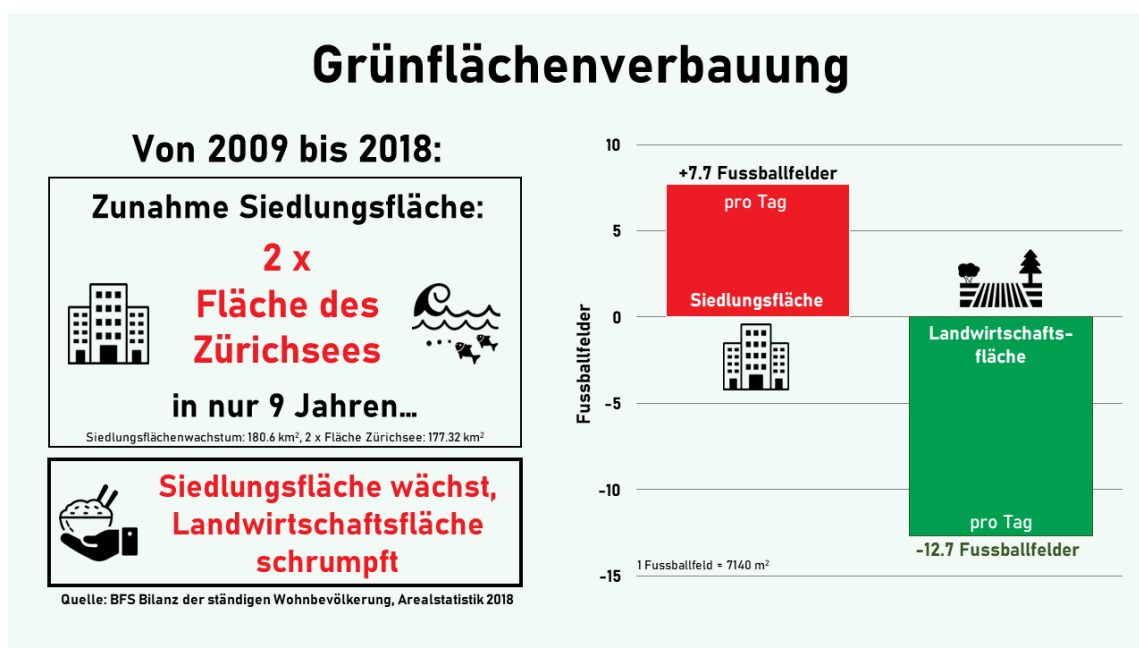
Quelle: BFE, Elektrizitätsstatistik 2021, Potenzialstudie Wasserkraft (2019)



L'Office fédéral de l'énergie a réalisé en 2019 une étude sur le potentiel de développement de l'énergie hydraulique jusqu'en 2050. Toutes les centrales hydroélectriques ont été prises en compte, soit : les centrales au fil de l'eau, les centrales de pompage-turbinage et les lacs d'accumulation. Au total, l'énergie hydraulique peut être développée de 1,43 térawattheures (TWh). L'augmentation de la population due à l'immigration de masse a pour conséquence que la Suisse consomme toujours plus d'électricité. Ces besoins supplémentaires dû à la croissance démographique s'élèvent à environ 0,53 TWh par an. Au vu de ces chiffres fournis par la Confédération elle-même, on constate que l'ensemble du potentiel de développement de l'énergie hydraulique, qui se chiffre en milliards, sera épuisé d'ici à 2050 par moins de 3 ans de croissance démographique. Combien de temps cela va-t-il encore durer ? Si vous voulez que cela cesse, signez l'initiative pour la durabilité !<sup>62</sup>

<sup>62</sup> Source : OFEN, Statistique de l'électricité (2021), Étude concernant le potentiel de développement hydroélectrique en Suisse (2019).

## 13. De moins en moins d'espaces verts, noyés sous le béton

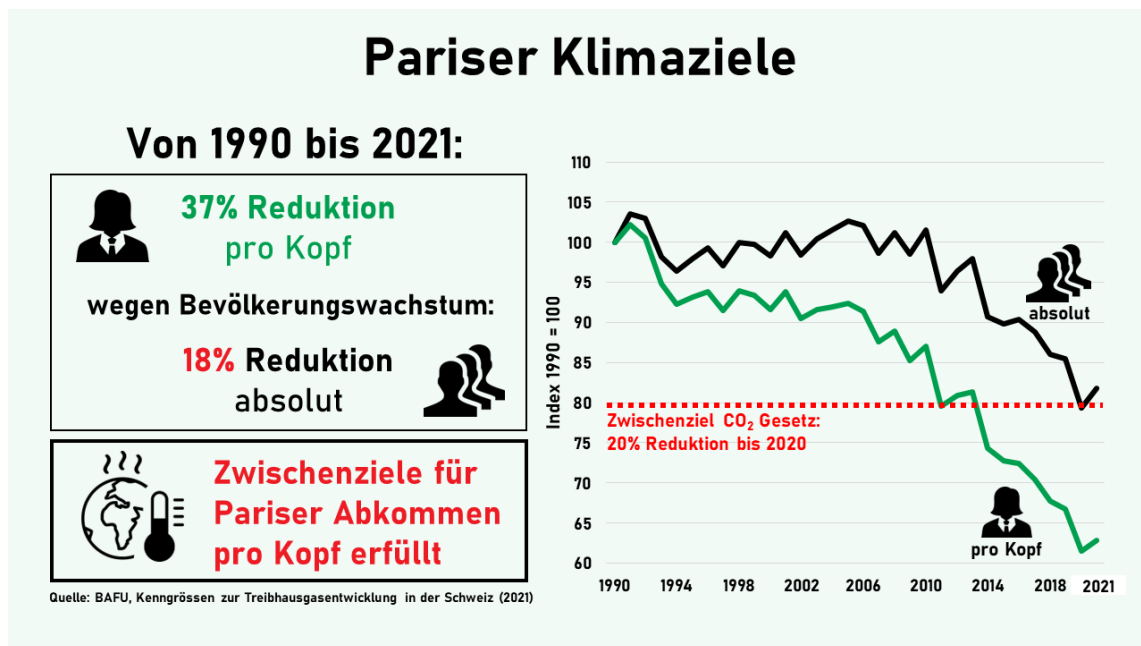


### Monstrueuse augmentation des surfaces urbanisées

Les espaces verts sont d'une importance capitale pour la biodiversité et apportent une contribution précieuse au climat selon l'OFEV et l'UE : « Le sol non construit joue un rôle particulièrement important pour le climat. Il y a plus de carbone stocké dans le sol que dans l'atmosphère et la végétation réunies ». Pourtant, selon les données de la Confédération, les surfaces urbanisées augmentent chaque jour d'une superficie équivalente à celle de près de 8 terrains de football. La Confédération elle-même le reconnaît : ça n'a absolument rien de durable. Entre 2009 et 2018, la surface urbanisée a augmenté de 180 km<sup>2</sup>, au détriment de l'agriculture et de la sécurité de l'approvisionnement. Cela correspond à plus de deux fois la surface du lac de Zurich et augmente la pression sur l'agriculture et la biodiversité. Selon l'OFEV, une perte de biodiversité entraîne d'importantes pertes de prospérité et de bien-être. Combien de temps allons-nous continuer à bétonner des espaces verts et à mettre en péril la sécurité alimentaire ? Si vous voulez que cela cesse, signez l'initiative pour la durabilité !<sup>63</sup>

<sup>63</sup> Source : Bilan de la population résidante permanente, Statistique suisse de la superficie 2018.

## 14. L'immigration empêche la réalisation des objectifs climatiques

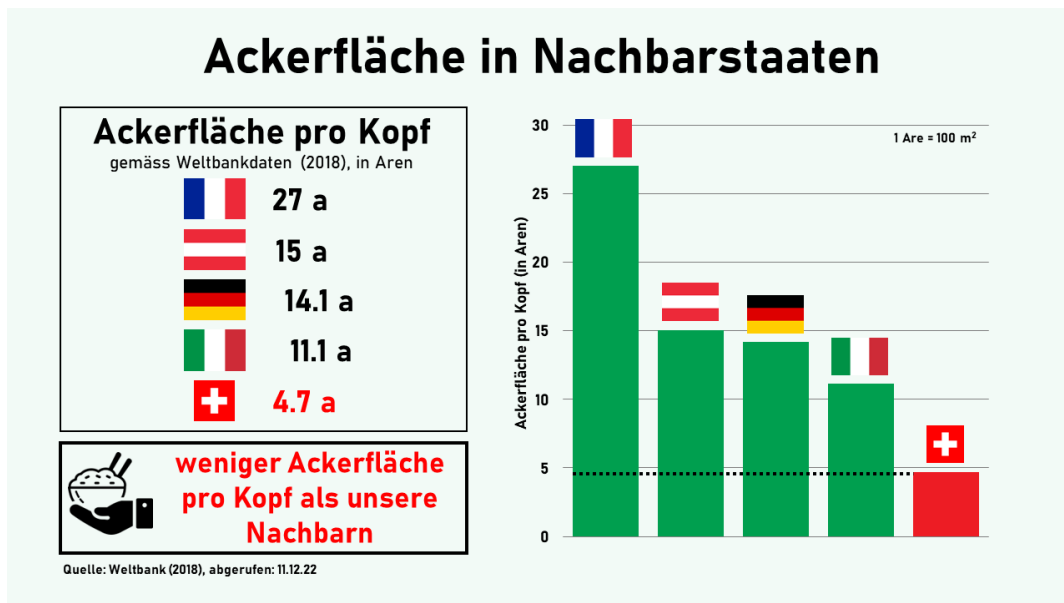


Selon les données de l'Office fédéral (OFEV), la population de notre pays a diminué en 2021 ses émissions de gaz à effet de serre émis en Suisse de 37% par rapport à 1990. Nous aurions ainsi presque doublé l'objectif intermédiaire de la loi sur le CO<sub>2</sub> en vigueur (réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à 2020). Mais la croissance démographique a eu pour conséquence que les émissions totales de la Suisse n'ont pu être réduites que de 18% et que ces objectifs n'ont pas pu être atteints. La forte croissance démographique réduit à néant tous les efforts d'économie des citoyens, et il devient de plus en plus difficile pour la Suisse d'atteindre les objectifs climatiques fixés par l'Accord de Paris. Est-ce vraiment durable ? Si vous refusez de continuer ainsi, signez l'initiative pour la durabilité !<sup>64</sup>

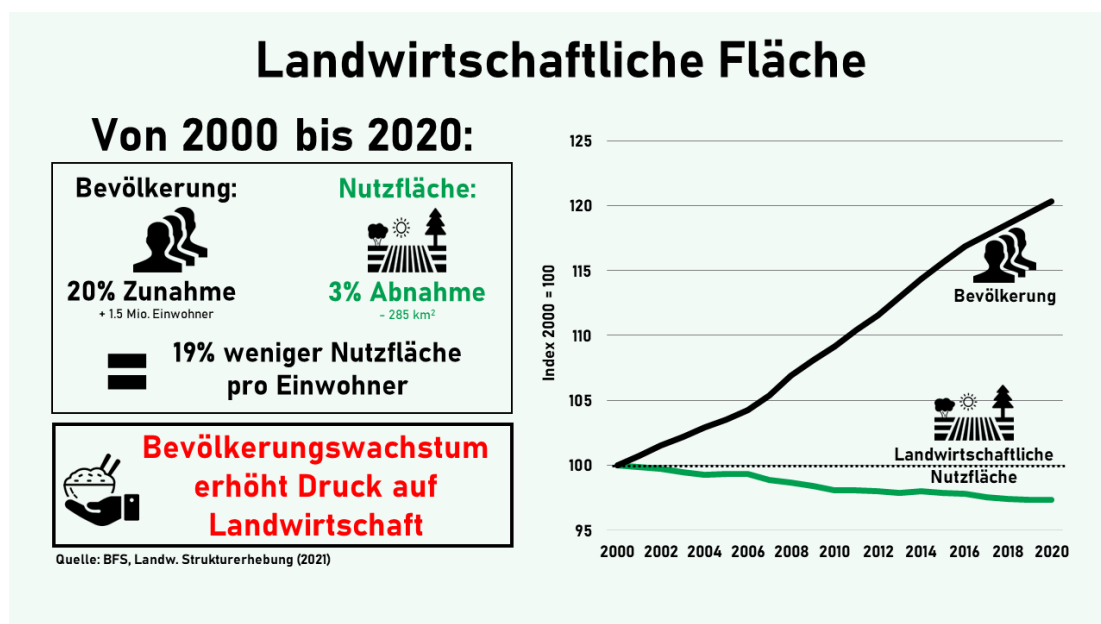
<sup>64</sup> Source : OFEV, Inventaire des gaz à effet de serre de la Suisse (2021).



## 15. Disparition des surfaces cultivées et des exploitations agricoles



L'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE) écrivait en 2021 : « Selon les prévisions, la production alimentaire mondiale peut suivre à moyen terme la croissance démographique. En Suisse, en revanche, ce n'est plus le cas »<sup>65</sup>. Selon la Banque mondiale, la Suisse dispose de moins de terres arables par habitant que les pays qui l'entourent. Une conversion complète au bio réduirait encore la production alimentaire de 30%. La croissance démographique nous oblige à produire toujours plus de nourriture sur des surfaces toujours plus réduites. Cela empêche les agriculteurs de se convertir au bio. Pouvons-nous vraiment continuer de la sorte ? Si vous voulez mettre un terme à cette situation, signez l'initiative pour la durabilité !<sup>66</sup>



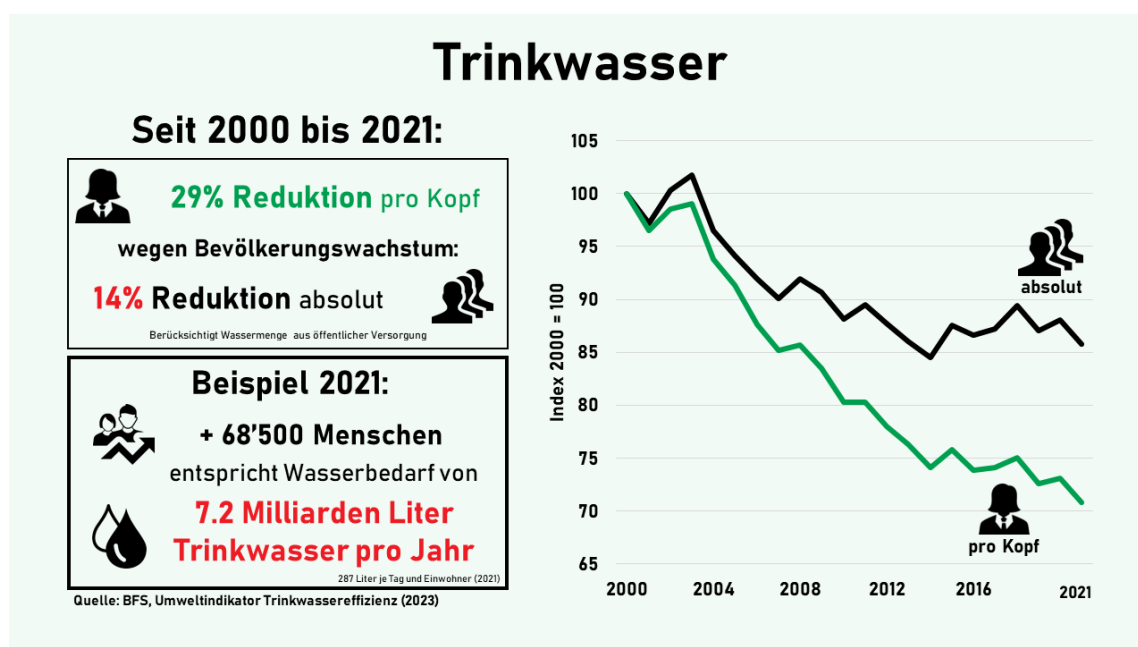
<sup>65</sup> Agroscope/OFAE: Défis croissants pour la sécurité alimentaire en Suisse, 5.8.2021, <https://www.agrarforschungschweiz.ch/2021/08/zunehmende-herausforderungen-fuer-die-ernaehrungssicherheit-der-schweiz/>

<sup>66</sup> Source : Banque mondiale (2018), consulté en ligne le 11.12.2022.

## Toujours moins d'espaces, toujours plus de personnes

Depuis 2000, la population suisse a augmenté de 20%, soit 1,5 million de personnes supplémentaires. Le principal moteur de cette croissance est l'immigration incontrôlée. Durant la même période, la surface agricole utile a été réduite de 285 km<sup>2</sup>, soit une diminution de 3%, en raison de l'enfrichement mais surtout de la forte croissance des surfaces d'habitation. Plus de personnes ont besoin de plus d'espace pour vivre, mais aussi de plus de nourriture. Il faut donc produire pour toujours plus de personnes sur un sol de plus en plus restreint. Conséquence : nous disposons de près d'un cinquième (19%) de surface agricole utile en moins par habitant. Si vous voulez garantir la sécurité de notre approvisionnement et stopper cette croissance démesurée, signez l'initiative pour la durabilité !<sup>67</sup>

## 16. Augmentation de la consommation d'eau potable



De 2000 à 2021, la population suisse a réduit sa consommation d'eau potable par habitant de près d'un tiers (29%). La croissance démographique due à une très forte immigration en chiffres nets a cependant freiné ces efforts d'économie, de sorte que la consommation d'eau potable n'a au final été réduite que de 14% au total. Ainsi, la population suisse a par exemple augmenté de 68°500 personnes en 2021. Cette seule année d'augmentation de la population implique une consommation d'eau supplémentaire de 7,2 milliards de litres d'eau par an. Si vous vous souciez de l'approvisionnement durable en eau, signez l'initiative pour la durabilité !<sup>68</sup>

<sup>67</sup> Source : OFS, Relevé des structures agricoles (2021).

<sup>68</sup> Source : OFS, Indicateur d'environnement – Efficacité eau potable (2023).

## 17. Conclusion

La **quasi-totalité** des problèmes auxquels la Suisse a à faire face sont liés à la **croissance démographique** effrénée et incontrôlée de ces dernières années et de ces dernières décennies. Pourtant, les ressources de notre petit pays sont limitées, à tous points de vue. La surface habitable, à l'heure actuelle, représente à peine 7,5% de la surface totale de la Suisse.

Comme l'immigration semble ne pas devoir être mise sous contrôle, la Suisse risque de se retrouver dans peu de temps avec une population de **10 millions d'habitants**. À titre de comparaison, l'un de nos voisins à l'est, l'Autriche, compte aujourd'hui à peu près le même nombre d'habitants que la Suisse, mais pour une superficie deux fois plus étendue.

Ni le monde politique ni les cantons n'entreprennent quoi que ce soit contre cette croissance démographique incontrôlée. Une telle évolution est pourtant, et à tous égards, **à l'exact opposé de la durabilité**. C'est pourquoi le peuple suisse doit agir dès aujourd'hui – avec **l'initiative fédérale pour la durabilité** « Pas de Suisse à 10 millions ! ». Cette initiative vise à faire en sorte qu'une évolution démographique durable remplace à nouveau une immigration effrénée et incontrôlée. Cette initiative populaire veut empêcher que la population résidente permanente de la Suisse ne dépasse le seuil des 10 millions d'ici à 2050. En veillant également à ce que la population suisse se stabilise à ce niveau à l'avenir.

L'initiative pour la durabilité « Pas de Suisse à 10 millions ! » est une absolue nécessité pour protéger notre **environnement**, notre **qualité de vie**, notre **prospérité** et, plus généralement, les **bases fondamentales de nos existences**. Entre-temps, heureusement, de plus en plus de politiciens, de journalistes et de scientifiques se rendent compte que cela ne peut pas continuer ainsi. Même les offices fédéraux ne peuvent plus éviter le problème de la croissance démographique de masse dans leurs rapports.

On admet publiquement – depuis peu – que le fait de compter trop d'immigrés, et d'immigrés qui ne sont pas les personnes dont nous aurions besoin, n'apporte la prospérité à personne mais fait au contraire peser un poids de plus en plus lourd sur la communauté. La **prospérité** par habitant se détériore, la **productivité** diminue, les assurances sociales sont mises à rude épreuve.

Depuis l'an 2000, la Suisse a connu une croissance démographique 16 fois plus rapide que celle de l'Allemagne. Cette croissance résulte à 80% de l'immigration nette. Les raisons de la **croissance des surfaces d'habitation** sont pour près de 80% dues à l'immigration, alors que les besoins en espace de la population suisse n'ont que très peu augmenté. Quatre logements sur cinq sont construits en raison de l'immigration.

Le nombre de **bouchons** sur les routes a quadruplé depuis 2000. Les **transports publics** sont eux aussi chroniquement surchargés et engorgés aux heures de pointe – et par-dessus l'UE exige depuis peu le libre accès à notre réseau ferroviaire. Bien que l'Allemagne et l'Italie ne soient même pas en mesure de réaliser les infrastructures de raccordement à la NLFA qu'elles ont promises.

La **pénurie de main-d'œuvre qualifiée** – un mot que la Suisse ne connaissait même pas avant la libre circulation des personnes au sein de l'UE – n'a cessé de s'aggraver

depuis lors. C'est un cercle vicieux dont nous ne pouvons pas sortir. Car les immigrés doivent en permanence être assistés, soignés, administrés et nourris par des professionnels qualifiés, eux-mêmes immigrés. De même, **un chômeur sur deux** est un immigré, ce qui explique pourquoi l'assurance chômage, par exemple, est en difficulté.

À cause de l'immigration, de nombreuses classes ne comptent plus que très peu d'enfants suisses. Les mesures d'intégration sont coûteuses et, malgré cela, ne fonctionnent pas. Les prestations sont en chute libre, l'espace scolaire doit être constamment agrandi. Les **hautes écoles** sont elles aussi énormément sollicitées par les immigrés, alors que les contribuables suisses en supportent presque entièrement les coûts.

La **consommation d'électricité** par la part immigrée de la population a notamment pour conséquence que notre pays doit importer toujours plus d'électricité. Entre 2009 et 2018, les surfaces urbanisées, et donc la **bétonnisation des espaces verts**, a représenté deux fois la surface du lac de Zurich. Selon l'Office fédéral de l'environnement, cette évolution a des conséquences dramatiques pour la **biodiversité** et pour le **climat**. Sans immigration, il ne fait aucun doute que la Suisse aurait atteint les objectifs climatiques fixés par l'Accord de Paris.

La **production alimentaire** suisse ne peut pas suivre la croissance démographique. Ce qui fait peser une pression de plus en plus marquée sur l'agriculture pour qu'elle produise toujours plus de denrées alimentaires sur des surfaces toujours moins grandes. Et bien que la population suisse ait réduit sa **consommation d'eau potable** de près d'un tiers depuis 2000, celle-ci n'a pu être réduite au final que d'à peine 14% en raison de l'immigration.

**Tous cela constitue des raisons à la fois essentielles et urgentes de signer l'initiative pour la durabilité et de faire en sorte d'empêcher une Suisse à 10 millions d'habitants.**